

Flottille pour Gaza

LIBÉRÉS, LES HUIT ALGÉRIENS AMORCENT LEUR RETOUR VERS ALGER

Page 16

LE JEUNE
INDÉPENDANT
N° 8499 - SAMEDI 23 MAI 2026
www.jeune-independant.net direction@jeune-independant.net

Réchauffement algéro-français

De l'aveuglement au revirement

Page 3

CRISE EN LIBYE

L'ALGERIE POUSSE POUR UN SURSAUT DIPLOMATIQUE



Le ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, Ahmed Attaf, a pris part, jeudi au Caire, à la réunion ministérielle du Mécanisme tripartite des pays voisins de la Libye (Algérie, Egypte, Tunisie). L'occasion pour Alger de réaffirmer sa doctrine face à un conflit qui menace la stabilité régionale.

Page 3

«VILE AGRESSION» MARocaine À L'UNESCO

Alger tape du poing sur la table

Page 3

NORDIC SUSTAINABILITY FORUM 2026

La coopération avec les pays nordiques renforcée

Page 5

DGSI

Mounir Zahi nommé nouveau directeur

Page 16

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION FONDÉ LE 28 MARS 1990 – ISSN 1111-0115. PRIX : ALGÉRIE 30 DA, FRANCE 1 EURO



AÏD EL-ADHA

Continuité des services assurée à Alger

A QUELQUES jours de l'Aïd El-Adha, la wilaya d'Alger a déployé un large dispositif de permanence afin de garantir la continuité des services essentiels et d'assurer le bon déroulement de la fête dans de bonnes conditions. L'ensemble des secteurs concernés, de la santé à l'énergie en passant par les transports et les services financiers, ont été mobilisés à cet effet.

À cet effet, une réunion du Conseil exécutif a été présidée, mercredi, par le ministre, wali d'Alger, Mohamed Abdenour Rabehi, dans le cadre de la préparation de cette fête religieuse. Un dispositif global de permanence a été mis en place afin d'assurer la continuité des services essentiels. Il concerne notamment les établissements de santé, avec la mobilisation de 65 pharmacies de garde.

Les mesures arrêtées englobent également l'approvisionnement en eau potable, la continuité de la distribution de l'électricité, du gaz et du carburant, ainsi que la disponibilité des liquidités au niveau des bureaux de poste et des distributeurs automatiques, avec un renforcement des montants injectés quotidiennement.

Les horaires de transport seront également prolongés afin de répondre aux besoins des citoyens durant cette période. Par ailleurs, les services de la Protection civile ont mis en place un dispositif de permanence visant à garantir une intervention rapide et efficace en cas de besoin.

Un programme d'animation varié sera déployé à travers les places publiques, les espaces forestiers et les salles d'exposition, offrant aux citoyens des activités culturelles et récréatives tout au long de la fête.

Dans le même cadre, des mesures ont été prises concernant l'aménagement des cimetières, l'organisation du programme de permanence des commerçants et la mise en place d'un dispositif de collecte des peaux de moutons. À ce sujet, les autorités ont appelé à une large sensibilisation des citoyens à l'importance de préserver les peaux et d'éviter leur abandon ou leur détérioration, tandis que les établissements publics Netcom et Extranet ont renforcé le plan de collecte des déchets avec une augmentation des rotations.

En conclusion de la réunion, le wali d'Alger a appelé les walis délégués à superviser l'ensemble des préparatifs, notamment en matière de propreté de l'environnement, en coordination avec les présidents d'APC, et à veiller aux opérations de nettoyage après l'abattage afin de prévenir tout risque sanitaire.

Par ailleurs, s'agissant de Riadh El Feth, un exposé a été présenté sur l'état d'avancement des travaux de réaménagement et de réhabilitation de cet espace, à la suite du transfert de sa gestion aux services de la wilaya d'Alger. Le wali a appelé à «achever les travaux avant le début de la saison estivale», afin de permettre à cet espace d'accueillir dans les meilleures conditions les activités artistiques, sportives et récréatives programmées.

Aymen D.

FLAMBÉE DES PRIX DES MOUTONS

El Aman appelle à une enquête sur la spéculation

À quelques jours de l'Aïd El-Adha, la hausse continue des prix des moutons suscite une vive inquiétude chez les consommateurs. L'Association nationale El Aman pour la protection des consommateurs a dénoncé une augmentation «sans précédent et injustifiée» des prix du bétail, estimant que cette situation pèse lourdement sur les familles algériennes.


Le mouton vend cher sa peau.

L'association considère, dans un communiqué rendu public, que cette flambée des tarifs prive de nombreux citoyens de l'accomplissement du sacrifice de l'Aïd, une pratique religieuse profondément ancrée dans les traditions et l'identité de la société algérienne.

Tout en reconnaissant les efforts engagés par les pouvoirs publics pour approvisionner le marché en bétail et assurer la disponibilité des moutons, l'organisation affirme que le terrain révèle «d'importants dysfonctionnements» ainsi que des pratiques jugées illégales et opportunistes.

Selon l'association présidée par Hassan Menouar, la spéculation, l'accaparement et certaines pratiques commerciales abusives ont fortement contribué à l'envolée des prix, dans un contexte marqué par un pouvoir d'achat déjà fragilisé.

Le communiqué évoque notamment la spéculation sur les aliments de bétail, l'exploitation des éleveurs par des intermédiaires et des courtiers, ainsi que le phénomène de l'abattage des femelles, considéré comme une menace directe pour l'avenir du cheptel national.

Face à cette situation, El Aman appelle les autorités à ouvrir «une enquête approfondie et transparente» afin de déterminer les véritables causes de cette hausse des prix et d'identifier les différents acteurs impliqués dans la spéculation et le monopole.

L'association réclame également des mesures «strictes et immédiates» contre les pratiques illégales qui perturbent le marché des viandes rouges et aggravent les difficultés des citoyens à l'approche de l'Aïd.

Au-delà du constat, l'organisation plaide pour une refonte globale de la filière de l'élevage en Algérie. Elle estime que le pays dispose de ressources naturelles, humaines et économiques suffisantes pour bâtir une filière nationale forte et structurée, capable d'assurer l'abondance des viandes et la stabilité des prix.

Dans cette perspective, El Aman recommande la mise en place d'une stratégie nationale à moyen et long terme reposant sur la réorganisation de la filière, le soutien aux éleveurs et producteurs locaux ainsi que l'encouragement de l'investissement dans l'élevage.

L'objectif affiché est de garantir, à terme, la disponibilité des moutons de sacrifice pour près de six millions de familles algériennes durant l'Aïd El-Adha, dans un cadre fondé sur la transparence et la justice sociale.

Malgré les tensions observées sur le marché, l'association a appelé les citoyens à préserver les valeurs de solidarité, de fraternité et d'entraide qui caractérisent cette fête religieuse, tout en mettant en garde contre «les excès, la spéculation et la recherche du profit rapide» qui risquent d'altérer l'esprit de l'Aïd.

Lynda Louifi

RETRAITES

La CNR introduit de nouveaux services et des prêts bonifiés

LA CAISSE nationale des retraites (CNR) poursuit sa stratégie de modernisation et de numérisation de ses prestations. Son directeur général, Hafid Adrar, a annoncé une série de nouvelles mesures destinées à améliorer la qualité de service offerte aux retraités, notamment à travers le lancement de services numériques, l'introduction prochaine de prêts bancaires à taux réduits et le renforcement de l'accompagnement social à domicile. S'exprimant lors de son passage sur les ondes de la Chaîne 1 de la Radio nationale, le responsable a indiqué que la CNR mise désormais sur la digitalisation pour simplifier les démarches administratives et rapprocher ses services des citoyens. Parmi les nouveautés annoncées figure la généralisation du service d'»assistance sociale à domicile» à travers l'application mobile «Takaoudi». Ce dispositif permet aux retraités bénéficiaires de solliciter des équipements spécifiques et de programmer, à distance, la visite d'un assistant social. Selon le directeur général de la CNR, l'ensemble des agences locales dispose désormais d'assistants sociaux chargés d'identifier les retraités éligibles sur la base de critères précis, afin d'assurer un accompagnement ciblé des personnes les plus vulnérables. Les chiffres communiqués témoignent de l'ampleur du dispositif. Plus de 32 000 visites à domicile ont été effectuées durant l'année 2023, tandis que 14 000 interventions ont déjà été enregistrées au cours du premier trimestre 2024.

La CNR entend également renforcer ses services destinés à la communauté nationale établie à l'étranger. Dans ce cadre, le responsable a rappelé l'existence du système d'»adhésion volontaire» au régime national de retraite. Ce mécanisme permet aux Algériens résidant à l'étranger d'intégrer volontairement le système national afin de bénéficier d'une couverture sociale incluant l'assurance maladie, la maternité ainsi qu'une pension de retraite.

L'inscription se fait entièrement via une plate-forme numérique dédiée. Selon les données présentées, plus de 1 000 citoyens ont déjà adhéré au dispositif, dont plus de 600 cotisent régulièrement. Le responsable a également annoncé la signature prochaine d'une convention entre la CNR et une banque publique pour permettre aux retraités d'accéder à des prêts bancaires à taux d'intérêt réduits. Le directeur général a précisé que les bénéficiaires devront simplement fournir une attestation de revenus délivrée par la CNR afin de constituer leur dossier bancaire. Le futur dispositif intégrera également des solutions conformes à la finance islamique.

Dans le même sillage, la Caisse nationale des retraites a conclu un accord avec le Groupe HTT, lequel entrera en vigueur dès le début du mois de juin prochain. Sur le plan financier, le premier responsable de la CNR s'est voulu rassurant. Il a affirmé que la situation de la caisse connaît «une amélioration notable», grâce notamment aux efforts de numérisation ayant permis de réduire les coûts de gestion et d'améliorer l'efficacité administrative. Il a également souligné que le financement de la CNR ne dépend plus exclusivement des cotisations sociales traditionnelles. La caisse bénéficie désormais de nouvelles sources de financement, notamment certaines taxes douanières et fiscales prévues par la loi de finances de 2024. A cela s'ajoutent, selon lui, le renforcement des mécanismes de contrôle ainsi que l'intensification de la lutte contre la fraude, considérés comme des leviers essentiels pour préserver l'équilibre financier du système national de retraite.

L. L.

CRISE EN LIBYE

Depuis Le Caire, l'Algérie pousse pour un sursaut diplomatique

Le ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, Ahmed Attaf, a pris part, jeudi au Caire, à la réunion ministérielle du Mécanisme tripartite des pays voisins de la Libye (Algérie, Egypte, Tunisie). L'occasion pour Alger de réaffirmer sa doctrine face à un conflit qui menace la stabilité régionale.

Aux côtés de ses homologues égyptien, Badr Abdelatty, et tunisien, Mohamed Ali Nafti, Ahmed Attaf a examiné les derniers développements d'une crise libyenne qui s'éternise, a indiqué jeudi dernier un communiqué du MAE.

Depuis la chute du régime de Mouammar Kadhafi en octobre 2011, la Libye reste profondément divisée, en proie à une dualité institutionnelle majeure entre les autorités de l'Ouest (Tripoli) et celles de l'Est (Benghazi), ce qui paralyse l'unification de l'armée, de l'économie et la tenue d'élections présidentielle et législatives tant attendues.

Face à ce statu quo, l'Algérie joue un rôle central de médiateur. Partageant près de 1 000 kilomètres de frontière avec la Libye, la diplomatie algérienne œuvre activement pour une résolution pacifique, inclusive et durable. Contrairement aux puissances internationales qui ont alimenté le conflit par des ingérences militaires ou politiques, la position de la diplomatie algérienne repose sur des principes fondamentaux immuables, à commencer par le rejet catégorique de toute ingérence étrangère.

Alger soutient fermement que la solution à cette crise ne peut être ni militaire ni imposée de l'extérieur. L'Algérie plaide ainsi pour le respect absolu de la souveraineté inter-libyenne, estimant que le règlement durable du conflit doit impérativement émaner des Libyens eux-mêmes, à travers un dialogue national inclusif et un processus de réconciliation sans exclusion.

Enfin, l'objectif premier de cette démarche reste la préservation de l'intégrité territoriale du pays, afin de sauvegarder l'unité de la Libye et d'éviter une partition dont les conséquences menaceraient directement la sécurité et la stabilité des régions du Sahel et du Maghreb, un soutien renouvelé à la dynamique onusienne



Attaf lors de la réunion tripartite.

Durant les travaux, les trois ministres ont suivi un briefing présenté par Hanna Tetteh, représentante spéciale du secrétaire général des Nations unies et cheffe de la Mission d'appui des Nations unies en Libye (MANUL). Ils ont discuté des moyens concrets de soutenir les efforts de l'ONU pour débloquer l'impasse politique actuelle. L'Algérie a profité de cette tribune pour rappeler l'importance de coordonner les initiatives des pays voisins avec la feuille de route onusienne, afin de ne pas disperser les efforts de médiation.

La réunion ministérielle s'est conclue par l'adoption d'un communiqué conjoint. Ce document réaffirme qu'une solution politique globale, sous l'égide des Nations unies, demeure l'unique voie pour mettre fin aux divisions et préserver l'unité, la sécurité et la souveraineté de la Libye.

S. Ould Brahim

Inauguration du nouveau siège du Centre culturel algérien au Caire

LE MINISTRE d'État, ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, Ahmed Attaf, a procédé, jeudi soir au Caire, à l'inauguration du nouveau siège du Centre culturel algérien. Cette inauguration s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre des instructions du président de la République visant à réactiver les activités de ce centre, dans le but de renforcer le rayonnement culturel et civilisationnel de l'Algérie en République arabe d'Égypte. À travers cette initiative, les autorités entendent également consolider les liens de fraternité et de rapprochement entre les peuples algérien et égyptien, tout en renforçant les liens de communication et d'attachement entre les membres de la communauté nationale établie en Égypte et leur pays d'origine. Le nouveau siège du Centre culturel algérien au Caire ambitionne ainsi de devenir un espace de promotion de la culture algérienne, mais aussi un lieu d'échanges et de dialogue entre les deux pays, dans une dynamique de coopération culturelle et de rapprochement entre les peuples.

S. N.

«VILE AGRESSION» MAROCAINE À L'UNESCO

Alger tape du poing sur la table

LES RELAIS du Makhzen marocain se sont encore une fois illustrés par des actes de gangstérisme lors de la Semaine africaine à l'UNESCO. Le stand de l'Algérie a fait l'objet d'une agression caractérisée, provoquant une réaction immédiate et vigoureuse des autorités diplomatiques algériennes à Paris.

La célébration de la culture et du patrimoine africains a été entachée d'un grave incident ce mercredi dernier au siège de l'UNESCO à Paris, a fait savoir l'ambassade d'Algérie à Paris.

Dans un communiqué officiel diffusé à l'issue de cette incident le soir même, l'Ambassade d'Algérie en France a fermement condamné cet acte. «L'Ambassade d'Algérie en France condamne avec la plus grande fermeté l'agression vile perpétrée, le 20 mai 2026, contre le stand algérien installé dans l'enceinte de l'UNESCO dans le cadre de l'édition 2026 de la semaine africaine.»

Face à ces agissements, la représentation diplomatique a tenu à réaffirmer son «soutien indéfectible aux exposants algériens engagés pour la protection et la promotion du patrimoine national, riche et séculaire», rappelant que l'engagement de ces derniers s'inscrit pleinement dans «l'esprit des valeurs de partage, de dialogue et de tolérance portées par l'UNESCO».

Selon plusieurs observateurs et sources concordantes sur place, cette attaque n'a rien d'un incident isolé. Elle s'inscrit dans une campagne de harcèlement systématique menée par des individus de nationalité marocaine, agissant pour le compte et à la solde du Makhzen.

Ce ciblage agressif vise de manière délibérée à saboter la visibilité de la culture algérienne et à intimider les artisans et représentants nationaux lors des grands rendez-vous internationaux en France et dans d'autres pays. L'Ambassade d'Algérie a d'ailleurs explicitement pointé du doigt cette récurrence, avertissant que de telles dérives ne sauraient rester sans réponse.

«Face à la multiplication d'attaques, de harcèlement et d'actes de violence contre des exposants algériens lors d'événements organisés en France, l'Ambassade d'Algérie ne manquera pas d'entreprendre toutes les démarches nécessaires pour protéger ses ressortissants et faire en sorte que les auteurs et les commanditaires de ces agissements injustifiés et inacceptables ne restent pas impunis.»

LE PATRIMOINE ALGÉRIEN AU CŒUR D'UNE GUERRE CULTURELLE

Ce nouvel incident à l'UNESCO rappelle une série d'épisodes similaires où le patrimoine historique et culturel algérien a fait l'objet de tentatives d'appropriation hostile ou de provocations orchestrées par Rabat. Qu'il s'agisse de l'art culinaire séculaire (comme le Couscous ou les gâteaux traditionnels), des arts vestimentaires (à l'instar de la Blouza ou du Caftan de Tlemcen, classé à l'UNESCO), ou encore du patrimoine musical Raï, les symboles de l'identité algérienne se retrouvent régulièrement au centre des convoitises marocaines.

A chaque fois, la mise en valeur de la richesse historique de l'Algérie suscite des réactions hostiles de la part des relais du voisin de l'Ouest, oscillant entre le déni, la captation patrimoniale et la violence physique ou verbale lors des foires et salons européens.

En haussant le ton et en engageant des démarches judiciaires et diplomatiques pour identifier les «commanditaires», Alger affiche sa détermination à ne plus laisser aucune provocation contre ses ressortissants et son histoire sans une riposte judiciaire et politique proportionnée.

Majda Khellaf

RÉCHAUFFEMENT ALGÉRO-FRANÇAIS

De l'aveuglement au revirement

LE DÉBUT du dégel dans les relations entre Alger et Paris continue de susciter de nombreuses réactions chez la classe politique française. Le bal des visites des ministres du gouvernement français en Algérie a contrebalancé les tendances propagandistes des courants de l'extrême droite, qui voient dans cette nouvelle dynamique un signe d'échec cuisant de leur forcing médiatique anti-algérien.

Durant des mois, la pression des mouvances extrémistes était énorme sur le président Emmanuel Macron, fragilisé politiquement à un an de la fin de son mandat, tentant de lui forcer la main et faire perpétuer la tension avec l'Algérie.

Il aura fallu des initiatives de plusieurs personnalités politiques, parlementaires et intellectuelles de premier plan en France, à travers des canaux officieux, pour désamorcer un tant soit peu la crise et convaincre l'Elysée que sa démarche était fausse sur tous les plans.

Parmi ces personnalités qui ont joué le rôle de facilitation on retrouve Ségolène Royal, l'ancienne candidate à la présidentielle de 2017, ancienne ministre et sénatrice, et actuellement présidente de l'Association France-Algérie. Cette dernière a effectué deux voyages cette année, noué des contacts et rencontré les autorités algériennes. Son apport est salué d'ailleurs en France. D'autres ont également eu leur part de mérite dans ce processus de relance de dialogue et de rebâtir les relations entre les deux pays sur des bases saines, sereines et stables.

Hier, l'avocat et essayiste français Jean-Pierre Mignard n'a pas manqué de revenir sur cet épisode du dégel des rapports algéro-français. Il a écrit sur X que «Nuñez (ministre de l'Intérieur) et ses collègues ont rempli leur mission. Ségolène Royal y a aidé. Se couper de l'Algérie, c'est se couper un bras. Macron ne fut pas à la hauteur». Une phrase en forme de tacle sur la posture antérieure de Macron envers l'Algérie, qui avait adopté une politique de bras de fer en instruisant, en août 2025, son ex-Premier ministre François Bayrou de durcir le ton avec Alger et d'être «ferme», avalisant notamment les mesures drastiques dans la limitation de la délivrance des visas aux ressortissants algériens.

Dans ce gouvernement, le ministre de l'Intérieur Bruno Retailleau, figure de premier plan de l'extrême droite et chantre des courants anti-algériens, avait les mains libres pour faire durer la crise et saboter toute tentative de réchauffement des relations. En arrière-plan de son discours, l'intérêt électoraliste était évident, cherchant à glaner sur le dos de ses relations des gains en perspective de la prochaine présidentielle en France.

Selon M. Mignard, «il ne fallait pas mettre un marteau-piqueur dans les mains de Retailleau», estimant que la France a gravement fragilisé sa relation avec l'Algérie, saluant encore une fois le rôle de Nicolas Nuñez et de Ségolène Royal dans l'apaisement des tensions, et critiquant Macron et accusant Bruno Retailleau d'avoir aggravé la crise entre Paris et Alger.

D'ailleurs, ce dernier ne lâche pas prise. Il persiste dans son discours, écrivant hier sur X que «le gouvernement français fait preuve d'une incroyable naïveté» face à Alger. Selon lui, la «diplomatie des bons sentiments n'est pas la solution, car elle est le problème», commentant surtout la récente visite du ministre de la Justice, Gérard Darmanin, à Alger.

Hachemi B.

EXPORTATIONS

Un guichet unique pour faciliter l'accès aux marchés africains

Les mesures visant l'accompagnement des exportateurs et la facilité de l'acte d'export se multiplient. Le lancement prochain du guichet unique des exportateurs s'inscrit dans cette démarche, adoptée par les pouvoirs publics.

Il permettra de simplifier, de numériser et d'accélérer les procédures liées aux opérations d'exportation, dans le cadre des efforts des pouvoirs publics visant à renforcer l'accès des produits algériens aux marchés africains, a affirmé le ministre du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, Kamel Rezig.

Présidant avant-hier une journée d'information sous le thème : «L'accès aux marchés africains dans le cadre de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf), le ministre a réaffirmé l'engagement du secteur du commerce extérieur dans l'accompagnement des exportateurs algériens et à lever les obstacles auxquels ils se heurtent, et ce notamment à travers la mise en place de mécanismes numériques et de facilitations administratives visant à améliorer le climat de l'exportation et à renforcer la compétitivité des produits nationaux sur le Continent africain.

Dans ce contexte, il a rappelé la création de l'Organisme algérien des exportations en vertu du décret exécutif n° 25-234 du 3 septembre 2025, dans le but de renforcer l'efficacité de la politique de promotion des exportations et d'accompagner les opérateurs économiques dans la prospection et l'accès aux marchés africains.

M. Rezig a également souligné l'importance de tirer parti des avantages offerts par la ZLECAf, qu'il a qualifiée de l'un des plus grands espaces économiques prometteurs au monde, avec un marché de plus de 1,3 milliard de consommateurs et d'importantes opportunités pour l'élargissement des échanges commerciaux, l'encouragement des investissements intra-africains et la création de chaînes de valeur africaines intégrées. Lors de cette journée, à laquelle ont pris part des représentants de plusieurs organismes et organisations professionnelles et d'opérateurs économiques actifs dans le domaine de l'exportation, le ministre a indiqué que cette rencontre s'inscrit dans le cadre des efforts de l'Etat visant à soutenir et à accompagner les opérateurs économiques dans leur orientation vers les marchés africains, et à leur permettre de tirer pleinement profit des opportunités et avantages offerts par la Zone de libre-échange continentale africaine.


Accélérer les procédures d'exportation.

La mise en œuvre de cette zone s'inscrit dans l'orientation de l'Etat algérien visant à renforcer sa présence sur le marché africain et à consolider la position du pays en tant qu'acteur économique majeur sur le continent, a indiqué le ministre, précisant que 25 Etats membres ont supprimé, depuis le 1er janvier 2025, les droits de douane sur 90 % des lignes tarifaires, avec le début du démantèlement progressif des droits restants en vue de leur suppression totale à l'horizon 2030.

M. Rezig a, en outre, affirmé que l'orientation de l'Algérie vers le renforcement de sa présence sur le marché africain traduit l'intérêt majeur accordé par les hautes autorités du pays à la consolidation de la place de l'Algérie en tant qu'acteur économique clé dans l'espace africain, ainsi qu'à la valorisation de la dynamique économique accélérée que connaît le continent.

APPEL À LA CRÉATION D'UN COULOIR VERT POUR LES EXPORTATEURS

Il a, dans ce sens, insisté sur la nécessité de renforcer le niveau de sensibilisation des opérateurs économiques aux différents mécanismes et procédures liés à l'exportation vers les marchés africains, notamment les règles d'origine, les avantages douaniers, les aspects logistiques et financiers ainsi que les exigences d'accès aux marchés, appelant les opérateurs économiques à intensifier les exportations hors hydrocarbures, notamment dans les domaines industriel, agricole, pharmaceutique et des services, compte tenu des potentialités économiques, des infrastructures et des moyens logistiques dont dispose l'Algérie.

Evoquant les résultats obtenus lors de la Foire des produits algériens à Nouakchott (Mauritanie), laquelle a été sanctionnée par la signature de 72 accords, le ministre a invité les entreprises nationales à prendre part aux prochaines foires économiques prévues au Niger, au Tchad et au Sénégal.

Il a également rappelé le «succès remarquable» de la 4e édition de la Foire commerciale intra-africaine (IATF), affirmant que les résultats obtenus reflètent «la place croissante qu'occupe désormais notre pays en tant que hub économique et commercial africain prometteur».

Pour sa part, le vice-président du Conseil du renouveau économique algérien (CREA), Chakib Boublenza, a appelé à la mise en place d'un «couloir vert» au profit des exportateurs afin de faciliter les procédures liées à l'exportation des produits algériens, mettant l'accent sur l'importance de renforcer les capacités humaines et logistiques pour tirer parti de la croissance attendue des marchés africains, dont le nombre de consommateurs devrait atteindre 2,5 milliards d'habitants d'ici à 2050.

Lilia A.A.

ENERGIES RENOUVELABLES

La GTAI voit l'Algérie comme un futur acteur clé européen

LE POTENTIEL et la stratégie de l'Algérie visant le développement des énergies renouvelable ont été mis en avant par l'Agence allemande du commerce et de l'investissement (GTAI), soulignant le rôle central qu'entend jouer le pays dans l'économie émergente de l'hydrogène vert pour, ainsi, se positionner comme un partenaire énergétique majeur de l'Allemagne et de l'Europe en la matière. Au-delà de l'ambition, l'Algérie œuvre à accélérer sa transition énergétique et ainsi devenir un acteur clé dans la région. Cette orientation se traduit par les projets structurants engagés par l'Algérie en vue d'accélérer sa transition énergétique. Selon un rapport de la GTAI, l'Algérie, producteur majeur d'hydrocarbures, accélère sa transition énergétique à travers une série de projets structurants dans les énergies renouvelables et l'hydrogène vert, avec l'ambition de consolider sa position de fournisseur énergétique stratégique pour l'Europe.

«Malgré l'importance de ses réserves d'hydrocarbures, l'Algérie affiche une ferme volonté de ne pas rester à l'écart du développement mondial des énergies propres», a indiqué l'agence allemande, affirmant que cette orientation se traduit notamment par la mise en service progressive de grands parcs solaires et par le lancement d'importants programmes d'investissement dans les énergies renouvelables.

Le document rappelle que le pays ambitionne d'atteindre une capacité installée de 15 gigawatts d'énergies renouvelables à l'horizon 2035, soulignant que certains projets commencent déjà à être raccordés au réseau électrique national.

En avril 2026, deux centrales solaires d'une capacité de 200 mégawatts chacune sont ainsi entrées en service dans les wilayas d'El-Meghaier et de Biskra. Une capacité totale de 1 400 mégawatts devrait être injectée dans le réseau avant la fin de l'année 2026.

Trois autres projets totalisant 520 mégawatts ont également été attribués en 2025, tandis que l'état d'avancement des travaux des 22 centrales solaires en cours est estimé à environ 40 %. Selon la GTAI, la stratégie énergétique algérienne vise principalement à réduire la forte dépendance du pays au gaz naturel dans la production électrique, soulignant que le développement des énergies renouvelables apparaît comme un levier destiné à préserver les capacités d'exportation gazières du pays, tout en répondant à la croissance de la demande nationale en énergie.

En parallèle, l'industrie solaire locale poursuit sa structuration avec l'émergence d'acteurs nationaux spécialisés dans la fabrication de modules photovoltaïques, l'ingénierie et le développement de projets. L'important potentiel éolien de l'Algérie a, en outre, été évoqué par l'Agence allemande du commerce et de l'investissement, qui dit que ce dernier reste «encore largement inexploité». Le développement des infrastructures électriques constitue également un axe majeur de cette transition, a encore affirmé l'agence, signalant le vaste projet de lignes à haute tension de 400 kilovolts sur environ 880 kilomètres, qui va permettre de relier le sud du pays au réseau national. C'est aussi dans l'hydrogène vert que l'Algérie entend aussi jouer un rôle central dans l'économie, selon le rapport, notant que le pays se positionne désormais comme un acteur clé de cette filière stratégique, avec l'ambition affichée de couvrir, à terme, jusqu'à 10 % des besoins européens en hydrogène.

La stratégie nationale de l'hydrogène prévoit le développement de l'hydrogène vert et bleu ainsi que la montée en puissance des exportations.

Les objectifs fixés tablent sur une production pouvant atteindre 40 térawattheures d'ici à 2040, dont une large partie destinée aux marchés extérieurs. «Grâce à sa proximité géographique avec l'Europe, à son vaste réseau gazier existant, à son fort ensoleillement et à la disponibilité de larges espaces sahariens, l'Algérie dispose de nombreux atouts pour devenir un partenaire énergétique majeur de l'Allemagne et de l'Europe dans le domaine des énergies renouvelables et de l'hydrogène», estime la GTAI, signalant le soutien du pays à plusieurs initiatives concrètes en Algérie.

Hamid B.

NORDIC SUSTAINABILITY FORUM 2026

L'Algérie renforce sa coopération avec les pays nordiques

Les enjeux de la transition énergétique, de l'innovation technologique et de l'économie circulaire ont été au cœur du Nordic Sustainability Forum 2026, organisé jeudi à Alger. Ce rendez-vous a réuni des représentants institutionnels, des entreprises nordiques et algériennes ainsi que des experts du développement durable. Cet événement avait pour ambition de renforcer les passerelles entre l'Algérie et les pays nordiques dans des secteurs stratégiques liés à l'énergie et à la durabilité.



Focus sur la transition énergétique.

Dès l'ouverture, les discussions ont mis l'accent sur les perspectives de coopération dans les domaines des énergies renouvelables, de l'efficacité énergétique et des solutions technologiques innovantes. Le forum s'est voulu, avant tout, un espace d'échange d'expériences, les pays nordiques étant souvent considérés comme des références en matière de transition écologique et de politiques durables.
Lors de son allocution à cette occasion, le secrétaire général du ministère de l'Energie et des Energies renouvelables, Nabil Kafi, a affirmé que l'Algérie ambitionne de devenir un hub régional majeur dans le domaine de l'énergie verte, tout en se positionnant parmi les leaders régionaux et internationaux de la production et de la commercialisation de l'hydrogène vert et de ses dérivés.
Le même responsable a souligné que l'intérêt croissant porté à ce secteur stratégique conforte la volonté de l'Algérie d'accélérer et d'intensifier ses efforts en faveur d'un développement durable et d'une croissance économique plus diversifiée, compétitive et tournée vers l'exportation.
Dans cette perspective, il a mis en avant l'importance du renforcement de la coopération avec les pays nordiques, reconnus pour leur longue expérience dans le développement des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique. Selon lui, le potentiel énergétique et le savoir-faire existant entre les différentes parties ouvrent des perspectives prometteuses de partenariat, aussi bien au niveau institutionnel qu'entre entreprises et agences spécialisées. Le SG du ministère a également assuré que l'Algérie est prête à saisir les opportunités offertes pour développer une coopération mutuellement bénéfique dans les domaines des énergies nouvelles et renouvelables ainsi que de l'efficacité énergétique. Il s'est dit convaincu que les échanges engagés lors de cette rencontre permettront d'identifier de nouvelles pistes de coopération porteuses.
Les ambassadeurs des pays nordiques, à savoir la Suède, la Finlande, la Norvège et le Danemark, ont eux aussi souligné le fort potentiel énergétique de l'Algérie, mettant en avant ses atouts en matière de transition vers les énergies renouvelables. Ils ont notamment insisté sur la capacité du pays à attirer davantage d'investissements étrangers dans ce secteur stratégique, en particulier de la part d'entreprises nordiques. Les diplomates ont également relevé les perspectives de renforcement de la coopération avec les acteurs déjà implantés en Algérie, dans une logique de consolidation et d'élargissement des partenariats existants.
En marge du forum, des panels ont été organisés, abordant notamment le rôle de la technologie dans la réduction des émissions, les systèmes énergétiques du futur ainsi que les pratiques liées à l'économie circulaire. Les échanges ont également permis d'explorer des pistes concrètes pour adapter certaines solutions aux réalités économiques et industrielles algériennes.
Au-delà des débats, l'événement a accordé une place importante au réseautage entre entreprises et institutions à travers des rencontres B2B et B2G. Cette dimension a visé à encourager les partenariats, le transfert de savoir-faire et l'émergence de projets communs dans des secteurs considérés comme prioritaires pour la diversification économique et la transition énergétique de l'Algérie.
Le forum s'est ainsi inscrit dans une dynamique de coopération internationale autour des défis climatiques et du développement durable, tout en mettant en avant les opportunités d'investissement et d'innovation offertes par le marché algérien.

L'ALGÉRIE ATTIRE LES AMBITIONS ÉNERGÉTIQUES NORDIQUES

Yacine Boulfrad, ingénieur algérien et responsable du développement technique pour la région MENA au sein de la société norvégienne Scatec, a mis en avant les ambitions croissantes des acteurs nordiques dans le secteur des énergies renouvelables en Algérie.
Evoluant dans une entreprise spécialisée dans le développement de projets «greenfield» depuis les phases initiales jusqu'à la construction et l'exploitation de centrales, il souligne la transformation rapide du marché mondial de l'énergie solaire et du stockage, devenue de plus en plus compétitive grâce aux avancées technologiques. Selon lui, la baisse significative des coûts des équipements solaires et des batteries, portée notamment par les progrès réalisés dans l'industrie des véhicules électriques et les investissements massifs en recherche et développement en Asie, a profondément changé la donne. Ces évolutions permettent désormais de concevoir des projets hybrides associant solaire, éolien et systèmes de stockage, capables d'assurer une production plus stable et mieux adaptée aux besoins de consommation.
Dans ce contexte, il évoque des expériences menées à l'international, notamment en Afrique du Sud, où des systèmes hybrides permettent de stocker l'énergie produite en journée afin de la redistribuer lors des pics de consommation, y compris le matin et en soirée. Une approche qui illustre, selon lui, le potentiel de ces nouvelles solutions pour des pays fortement exposés au soleil. En outre, il estime que l'Algérie dispose d'atouts considérables pour tirer parti de cette révolution énergétique. Grâce à son immense potentiel solaire et à ses vastes espaces disponibles, le pays pourrait non seulement renforcer sa transition énergétique, mais aussi attirer des investissements étrangers, notamment de la part d'entreprises nordiques déjà actives dans le secteur ou en quête d'expansion. L'objectif serait de développer des infrastructures capables de fournir une énergie propre, compétitive et durable à grande échelle, tout en libérant davantage de ressources gazières pour l'exportation. Au-delà de l'exportation de l'énergie, il évoque une vision plus large, celle d'un modèle industriel où l'Algérie deviendrait un hub énergétique régional, capable d'attirer des industries internationales grâce à une électricité verte et à faible coût. Une stratégie de long terme qui, selon lui, pourrait repositionner le pays au cœur des chaînes de valeur énergétiques mondiales, tout en renforçant la présence et l'intérêt des sociétés nordiques dans le marché algérien des énergies renouvelables.

Rim Boukhari

COMMERÇANTS ET ARTISANS

Nouveau groupe de travail entre le ministère et l'UGCAA

LE MINISTRE du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Abdelhak Saihi, a annoncé avant-hier la mise en place d'un groupe de travail conjoint avec l'Union générale des commerçants et artisans algériens (UGCAA), chargé d'examiner les préoccupations soulevées par cette organisation et de proposer des solutions adaptées dans un cadre de concertation permanent. C'est ce qu'a indiqué la tutelle dans un communiqué. Cette décision a été prise à l'issue d'une entrevue tenue au siège du ministère, réunissant le ministre et le secrétaire général de l'UGCAA, Issam Bedrissi, accompagné de membres du bureau national de l'Union. Les deux parties ont également convenu de booster la coordination via l'adoption d'un mécanisme de concertation périodique, visant à «assurer le suivi des dossiers communs et à consolider la contribution des commerçants et artisans au développement national», a-t-on noté. Selon le communiqué, les échanges ont mis l'accent sur plusieurs aspects, en particulier l'optimisation de la coopération entre le ministère et l'UGCAA, l'amélioration de la couverture sociale au bénéfice des commerçants et artisans, outre la modernisation des services administratifs. De même, les discussions ont porté sur «la numérisation des procédures et le rapprochement de l'administration des citoyens et des affiliés du secteur». Il convient de souligner que la réunion s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre de la politique de l'État tendant à «consolider le dialogue et la concertation avec les partenaires économiques et sociaux». Selon la même source, cette démarche relève des orientations du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, selon lesquelles il s'agit de «soutenir l'activité économique, d'améliorer la protection sociale et d'accompagner les commerçants et artisans, considérés comme des acteurs essentiels dans la création de richesse et d'emplois». Dans son intervention, Abdelhak Saihi a affirmé que son secteur «poursuit une politique de réforme et de modernisation du système de sécurité sociale». Cette stratégie repose, a-t-il précisé, sur la simplification des procédures administratives, l'élargissement des services numériques et l'amélioration de la qualité de la prise en charge des assurés sociaux, conformément aux orientations nationales visant à consacrer «le principe de l'État social». Le ministre a, en outre, exprimé la volonté de son département d'accompagner l'ensemble des catégories professionnelles, en l'occurrence les commerçants et artisans, «en restant à l'écoute de leurs préoccupations». Il a déclaré que leur prise en charge se fait dans le cadre du dialogue et de la coordination avec les différents partenaires économiques et sociaux. Par ailleurs, Abdelhak Saihi a salué le rôle de l'UGCAA. Cette dernière, a-t-il fait savoir, «contribue à la transmission des préoccupations de cette catégorie et participe au renforcement de la culture de la concertation et de l'action participative au service de l'intérêt général». De son côté, le secrétaire général de l'UGCAA, Issam Bedrissi, a salué les efforts du secteur du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale en matière d'amélioration des services et de renforcement des mécanismes de prise en charge des commerçants et artisans.

Khalil Aouir

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES À BÉJAÏA

Les cartes sont-elles rebattues ?

Le paysage politique de la wilaya de Béjaïa est en pleine mutation à l'approche du scrutin du 2 juillet. Finie l'époque où les appareils partisans régnaient sans partage : cette année, les cartes sont totalement rebattues. L'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE) de la wilaya de Béjaïa planche actuellement sur l'étude des 14 dossiers réceptionnés.

Les 14 listes déposées révèlent, en effet, une parité parfaite qui en dit long sur les nouvelles aspirations locales : 7 listes partisanes face à 7 listes indépendantes. Pour les partis traditionnels (FFS, RCD, FLN, RND ou encore le PT), l'enjeu est vital. En perte de vitesse, ils doivent désormais composer avec des « listes citoyennes » bien décidées à bousculer l'ordre établi pour arracher les 9 sièges de députés réservés à la wilaya.

Des élus ont quitté leurs formations politiques et ont opté pour une transhumance politique. En effet, la véritable surprise de ce scrutin réside dans un phénomène inédit. Fatigués des logiques d'appareils, de nombreux maires et élus de l'Assemblée populaire de wilaya (APW) ont choisi de faire sécession. Pour séduire l'électorat, ils ne misent plus sur une étiquette politique, mais sur leur bilan de proximité et leur ancrage territorial.

Le symbole de cette rupture est sans conteste la liste indépendante « Tadukli » (l'Union), qui s'impose déjà comme l'épouvantail de ces élections. Le poids lourd « Tadukli » entre en lice avec des candidats qui ne sont pas des moindres : 7 maires en exercice et rompus à l'exercice électoral. Des bastions clés représentés : Akbou (Mouloud Salhi), Tazmalt (Fateh Redjdal), ainsi que les communes de Toudja, Amizour, El-Kseur, Amalou et Darguina (Madjid Bektache).

Aux côtés d'autres blocs comme « Assirem de Béjaïa » (Espoir de Béjaïa), « Afak » ou encore « Force d'Engagement », ces élus de terrain comptent bien court-circuiter les états-majors politiques pour propulser la voix de la Soummam et du Sahel directement au sein de l'hémicycle Zighoud Youcef.



Pour l'heure, le bureau local de l'ANIE, dirigé par M. Samir Boulares, épluche minutieusement les dossiers de candidature sur une période d'une semaine. En cas de rejet, la bataille se déplacera sur le terrain juridique : les candidats recalés auront d'abord droit à un recours devant le tribunal administratif de Béjaïa. En cas de second refus, une ultime cartouche pourra être tirée sous trois jours devant la cour d'appel de Constantine. Entre conservatisme et vent de fronde citoyenne, Béjaïa s'apprête à vivre une campagne électorale électrique et résolument inédite.

N. Bensalem

TIZI OUZOU

23 listes en compétition pour les 11 sièges

CONFORMÉMENT au règlement en vigueur fixant la date du 18 mai comme délai légal du dépôt des listes de candidats pour le grand rendez-vous électoral prévu le 2 juillet prochain, 23 listes ont été officiellement déposées, à Tizi Ouzou, auprès de l'ANIE. Selon le coordinateur principal de cette institution locale, Belkacem Messaoud, il s'agit de 11 listes indépendantes et de 12 listes issues de partis politiques. Ces 23 listes concurrentes se disputeront les 11 sièges parlementaires revenant à la wilaya de Tizi Ouzou. Selon les données communiquées par l'ANIE, la révision exceptionnelle des listes électorales, menée du 10 au 26 avril dernier, a permis de porter le corps électoral de la wilaya à 694 152 inscrits. Cette opération a notamment enregistré 15 767 nouveaux électeurs et la radiation de 3 407 personnes du fichier électoral. Le responsable local de l'ANIE a également mis en avant le recours croissant à la plateforme numérique de l'instance électorale pour les inscriptions à distance, estimant que cette démarche traduit une évolution progressive dans l'usage des outils numériques par les électeurs. Sur le plan organisationnel, les services de l'ANIE ont déjà entamé l'examen administratif des dossiers déposés. Sur les 35 formulaires de retrait effectués après la convocation du corps électoral, 23 listes seulement ont finalement été déposées. Par ailleurs, certains candidats figurant sur quelques listes font l'objet de réserves de la part de l'ANIE, en raison du non-respect des conditions d'éligibilité requises. Les responsables des listes concernées par ces réserves émises par l'ANIE, conformément à la loi, disposent d'un délai de 10 jours pour remplacer les candidats contestés par d'autres. Le délai est donc fixé au 5 juin 2026. Cependant, au-delà des aspects techniques et du respect de la loi en vigueur concernant les candidatures aux 11 fauteuils parlementaires, l'enjeu principal demeure celui de la participation des électeurs à ces élections prévues le 2 juillet prochain. En effet, bien des citoyens se posent la question de leur intérêt quant à la présence de 11 députés à l'APN. « Est-ce que ces futurs députés auront vraiment la possibilité de défendre les intérêts du citoyen algérien ? », ont déclaré bon nombre de femmes et d'hommes au Jeune Indépendant. Notons enfin que la wilaya de Tizi Ouzou est connue depuis longtemps pour son désintérêt à la chose électorale.

De notre bureau, Saïd Tissegouine

ALGÉRIE – ÉTHIOPIE

Dynamisation attendue des échanges économiques

L'ALGÉRIE a réitéré sa volonté de consolider son intégration économique au sein du Continent africain, et ce en misant sur le développement de partenariats stratégiques et la dynamisation des investissements, notamment dans les secteurs porteurs. Dans ce cadre, le directeur général de l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI), Omar Rekkache, a reçu, mercredi dernier, l'ambassadeur de la République fédérale démocratique d'Ethiopie en Algérie, Mokhtar Mohamed Wari, en présence de cadres de l'agence.

Cette rencontre a permis d'examiner les perspectives de renforcement de la coopération économique et d'investissement entre les deux pays, avec un accent particulier sur l'intensification des échanges commerciaux et des flux d'investissements, dans une dynamique africaine commune visant à promouvoir les partenariats intra-africains. Les deux parties ont souligné l'importance de renforcer la coordination entre l'Agence algérienne de promotion de l'investissement et la Commission éthiopienne de l'investissement, en vue de concrétiser des projets communs et de mieux valoriser les opportunités d'investissement offertes dans les deux pays au profit des opérateurs économiques africains. Il a également été convenu d'organiser des rencontres bilatérales par visioconférence afin de mettre en place un cadre de coopération structuré et d'assurer l'échange d'informations sur les opportunités d'investissement. Dans cette optique, le directeur général a mis en avant les efforts de l'Algérie pour renforcer son intégration économique africaine à travers la valorisation de secteurs stratégiques à fort potentiel, notamment les mines, les industries de transformation et mécaniques, l'agriculture ainsi que l'industrie pharmaceutique, ouvrant ainsi de nouvelles perspectives de coopération et de partenariat à l'échelle du continent.

De son côté, l'ambassadeur éthiopien a exprimé la disponibilité de son pays à soutenir le renforcement de la coopération économique avec l'Algérie et à encourager les investisseurs éthiopiens à explorer les opportunités de partenariat offertes.

R. B.

GROENLAND

Manifestation à Nuuk pour protester contre les vélléités de Donald Trump

Face à l'ouverture du consulat américain à Nuuk, les Groenlandais affichent leur détermination à défendre leur souveraineté face aux ambitions de Washington.



«Go Home USA » (« Rentrez chez vous, les Etats-Unis »), « Make America Go Away ! » (« Faites Partir les Etats-Unis ») et « We are not for sale » (« Nous ne sommes pas à vendre ») : à Nuuk, l'inauguration du nouveau consulat américain a été perturbée, jeudi 22 mai, par une manifestation de 500 personnes. Selon l'Agence France Presse (AFP), les protestataires ont fermement rejeté les velléités de Donald Trump de s'emparer du Groenland.

Pour Grethe Kramer Berthelsen, Groenlandaise de 68 ans, il s'agissait de mettre les points sur les i : « Le Groenland nous appartient. C'est notre pays. Il n'appartient ni au Danemark ni aux Etats-Unis, mais nous sommes un peuple, et nous vivons ici au Groenland », a-t-elle déclaré à l'AFP. « Asu (“stop” en Groenlandais) USA », arboraient certaines pancartes.

Les manifestants ont tourné le dos au consulat et observé deux minutes de silence pour exprimer leur mécontentement. « Nous devons absolument faire front ensemble contre cette attaque contre le Groenland », a expliqué une manifestante, Anne Nyhus. « Ce que Trump et ses associés se permettent de faire est tellement ignoble », a-t-elle déploré.

Les nouveaux locaux, en plein centre de la capitale de l'île arctique, avaient été inaugurés un peu plus tôt en présence de l'ambassadeur des Etats-Unis au Danemark, Kenneth Howery. « Le président a exclu le recours à la force.

L'avenir du Groenland est une décision que les Groenlandais doivent prendre eux-mêmes », a-t-il affirmé, selon le média groenlandais KNR.

Le premier ministre groenlandais, Jens-Frederik Nielsen, a, lui, décliné de participer à l'inauguration. En début de semaine, il avait rencontré l'émissaire spécial de Donald Trump pour le Groenland, Jeff Landry, venu à Nuuk sans invitation cinq mois après sa nomination.

Jeff Landry avait déclaré mercredi à l'AFP que les Etats-Unis devaient renforcer leur présence sur ce territoire autonome danois : « Il est temps que les Etats-Unis remettent leur empreinte sur le Groenland », avait-il affirmé à l'issue d'une visite de quatre jours. « Le Groenland a besoin des Etats-Unis », avait-il également affirmé.

Donald Trump a soutenu à plusieurs reprises que les Etats-Unis devaient contrôler le Groenland pour des raisons de sécurité nationale, affirmant que sinon ce territoire risquait de tomber entre les mains de la Chine ou de la Russie. **R. I.**

APRÈS LA VISITE DE TRUMP EN CHINE

Washington suspend une méga-vente d'armes à Taïwan

LES ÉTATS-UNIS suspendent une importante vente d'armes à Taïwan pour préserver leurs stocks militaires. La décision intervient dans un contexte de tensions avec l'Iran et de rivalité stratégique avec la Chine. Cette décision relance les interrogations sur la solidité du soutien américain à Taipei et sur la ligne diplomatique de Washington. Les États-Unis ont décidé de suspendre temporairement un important programme de vente d'armements à destination de Taïwan, estimé à 14 milliards de dollars, selon un haut responsable militaire américain. Cette décision intervient dans un contexte stratégique tendu, marqué par la volonté de Washington de préserver ses stocks de munitions, notamment après les récents épisodes de confrontation avec l'Iran. Lors d'une audition au Sénat, le secrétaire par intérim de la Marine, Hung Cao, a expliqué que cette pause visait à garantir la disponibilité des équipements nécessaires aux opérations militaires américaines. Il a évoqué une priorité donnée aux besoins immédiats de défense, tout en assurant que les exportations d'armes reprendraient lorsque l'administration l'estimerait possible. La décision finale dépendrait du secrétaire à la Défense Pete Hegseth et du secrétaire d'État Marco Rubio. Ce programme, qui représente potentiellement la plus grande vente d'armes jamais envisagée pour Taïwan, avait déjà été validé par le Congrès américain en début d'année. Il doit toutefois encore recevoir l'approbation présidentielle. Le président américain Donald Trump a récemment évoqué ce dossier lors de discussions avec le dirigeant chinois Xi Jinping, laissant entendre que cette vente pourrait être utilisée comme levier diplomatique. Taipei de plus en plus isolé Cette pause intervient alors que les relations entre Washington et Pékin restent extrêmement sensibles. La Chine considère Taïwan comme une partie intégrante de son territoire et s'oppose fermement à toute forme de soutien militaire américain à l'île. De son côté, Taïwan dépend largement du soutien de Washington pour renforcer sa défense. Le gouvernement taïwanais a réagi en affirmant qu'il poursuivrait ses efforts de modernisation militaire. Mais plusieurs analystes estiment que cette suspension pourrait fragiliser la perception du soutien américain, déjà jugé incertain par certains observateurs, et compliquer la planification budgétaire de Taipei. Donald Trump a par ailleurs indiqué qu'il « pourrait ou ne pourrait pas » approuver la vente, tout en suggérant que ce dossier pourrait être intégré à une stratégie de négociation plus large avec Pékin. Une approche qui marque une rupture avec des décennies de pratiques diplomatiques américaines, fondées sur l'absence de concertation directe avec la Chine concernant les ventes d'armes à Taïwan. **R. I.**

AFIN DE DÉFENDRE L'ENTITÉ SIONISTE

Les États-Unis auraient utilisé la moitié de leurs intercepteurs THAAD

LES ÉTATS-UNIS ont utilisé un volume important de missiles intercepteurs pour défendre Israël face aux frappes iraniennes. Cette mobilisation met en évidence un déséquilibre entre les deux alliés et pèse sur les stocks américains. La situation alimente des interrogations sur la durabilité de l'engagement militaire de Washington dans la région. L'armée américaine a engagé une quantité d'intercepteurs de missiles nettement supérieure à celle utilisée par Israël pour défendre son propre territoire lors des récentes frappes de représailles iraniennes, selon des informations publiées par le Washington Post. Cette implication massive de Washington met en lumière un déséquilibre croissant dans le partage du fardeau militaire entre les deux alliés. D'après ces données, les États-Unis auraient déployé plus de 200 intercepteurs du système THAAD, soit près de la moitié de leur stock disponible, pour protéger Israël. À cela s'ajoutent plus de 100 missiles tirés depuis des navires américains en Méditerranée orientale. En comparaison, Israël aurait utilisé moins de 100 intercepteurs Arrow et environ 90 missiles du système « David's Sling », tout en mobilisant ces capacités contre d'autres frappes de représailles, notamment les tirs venus du Yémen et du Liban. Une dépendance accrue Cette asymétrie a suscité des inquiétudes sur la soutenabilité des stocks américains, déjà jugés limités avant le conflit. Avec seulement environ 200 intercepteurs THAAD restants, plusieurs analystes estiment que la capacité de Washington à maintenir un tel niveau d'engagement pourrait être fragilisée en cas de reprise des hostilités. Le déploiement intensif aurait également entraîné des tensions logistiques au sein du Pentagone, certains alliés américains du Golfe s'étant même vu refuser des demandes de réapprovisionnement en missiles. Dans ce contexte, la dépendance accrue d'Israël envers les systèmes américains soulève des questions stratégiques. Tel Aviv aurait récemment mis en maintenance certaines batteries de défense, renforçant encore la pression sur les capacités américaines. Un responsable cité par le journal évoque un « risque d'aggravation du déséquilibre » si les combats venaient à reprendre. Sur le plan diplomatique, cette situation intervient alors que les discussions entre les Etats-Unis et l'Iran restent fragiles, après un cessez-le-feu encore instable. Le président Donald Trump a même averti qu'il pourrait relancer les attaques américaines si Téhéran ne respectait pas certaines conditions. Pour plusieurs experts, cette dynamique illustre une réalité stratégique plus large : la défense d'Israël mobilise désormais une part significative des capacités américaines, au point de soulever des interrogations sur l'équilibre global des engagements militaires des États-Unis. **R. I.**

MONDIAL 2026 / ÉQUIPE NATIONALE

Petkovic contraint de se passer d'un deuxième cadre

L'équipe nationale débutera son stage d'avant Coupe du Monde 2026 le 25 mai prochain au Centre technique national (CTN) de Sidi Moussa. Cependant, Vladimir Petkovic, sélectionneur des Verts, ne devrait pas avoir l'ensemble des joueurs convoqués à disposition dès la première journée. Tout comme Hicham Boudaoui, Mohamed Amine Amoura risque de débarquer en retard.





L'attaquant des Verts a deux ultimes rencontres à jouer cette saison. Il s'agit des barrages relégation/accession de Bundesliga face à Paderborn. Le match "aller" est à disputer au 21 du mois en cours alors que la partie "retour" se tiendra 4 jours plus tard soit le 25 mai prochain. Maintenant, il reste à voir si la direction des Loups va retenir Amoura qui n'est plus un titulaire indiscutable après avoir fait l'objet de mesures disciplinaires en interne. D'ailleurs, on rappellera que malgré sa réintégration après avoir été écarté de la réception du Bayern Munich, il n'a disputé que les derniers instants face à Saint Pauli lors de la dernière journée de la saison régulière. il reste à voir si la direction des Loups va retenir Amoura qui n'est plus un titulaire indiscutable après avoir fait l'objet de mesures disciplinaires en interne. D'ailleurs, on rappellera que malgré sa réintégration après avoir été écarté de la réception du Bayern Munich, il n'a disputé que les derniers instants face à Saint Pauli lors de la dernière journée de la saison régulière, on peut croire que l'entraîneur Dieter Hecking mettra une pièce sur le Fennec dans l'espoir qu'il retrouve son flair de buteur et contribue au sauvetage du club. Muet lors des 11 dernières sorties des siens dans le challenge national, Amoura connaît sa plus longue disette depuis qu'il a quitté l'ES Sétif vers le FC Lugano en août 2021. Que ce soit en Suisse ou avec la Royale Union Saint-Gilloise (Belgique) ou le VfL Wolsburg la saison écoulée, il n'a jamais été muet aussi longtemps.

====Hicham Boudaoui ne rejoindra pas immédiatement les Verts…

L'absence de Hicham Boudaoui lors de la première phase du stage de Sidi-Moussa ne suscite finalement aucune inquiétude particulière du côté de la Fédération algérienne de football. Contrairement à certaines rumeurs ayant laissé croire à un possible différend avec l'OGC Nice, le dossier du milieu international est perçu avec beaucoup de sérénité du côté de Dely Brahim. Le joueur algérien ne rejoindra pas la sélection nationale entre le 25 et le 31 mai, période correspondant au premier regroupement des Verts au Centre technique national. En cause , son maintien obligatoire avec le club azuréen, engagé dans les barrages pour le maintien en Ligue 1 prévus les 26 et 29 mai prochains. Une échéance capitale pour Nice, qui joue sa survie parmi l'élite française. Formé au Paradou AC, Boudaoui ne sera donc disponible qu'à partir du 30 mai, soit la veille du déplacement des Verts à Rotterdam, où les hommes de Vladimir Petkovic affronteront les Pays-Bas en match amical le 3 juin. En interne, la FAF considère la situation comme parfaitement normale. Une source proche du dossier affirme que l'instance fédérale tient compte du calendrier international de la FIFA, dont la fenêtre officielle ne débute que le 1er juin. Dans ce contexte, les clubs encore engagés dans des compétitions officielles restent pleinement dans leur droit de conserver leurs internationaux jusqu'à la fin de leurs obligations.

Dès lors, l'idée d'un bras de fer entre la FAF et l'OGC Nice autour de la disponibilité de Boudaoui apparaît largement exagérée. Du côté de la FAF, on préfère miser sur la sérénité plutôt que sur une polémique sans fondement en cette période charnière dans la préparation des Verts pour le Mondial 2026.

Aouar répond aux accusations à Al-Ittihad avant la Coupe du monde

À QUELQUES jours du début du rassemblement de l'Algérie préalable à la Coupe du monde 2026, Houssem Aouar fait face à quelques accusations en Arabie saoudite. Le milieu d'Al-Ittihad Club a manqué le match crucial face à Al-Qadsiah jeudi (défaite 1-5) lors de la dernière journée du championnat. Même si la défaite 5-1 a été sans conséquences, Al-Ittihad ayant conservé sa 5e place, synonyme de qualification pour le tour préliminaire de la Ligue des champions asiatique, l'absence d'Houssem Aouar a fait beaucoup de bruit. Dans un premier temps, Al-Ittihad avait simplement communiqué sur l'absence du joueur pour cause de maladie. Mais face aux nombreuses critiques de supporters, certains accusant Aouar de vouloir se préserver avant de rejoindre les Fennecs pour la coupe du monde 2026, le club a finalement publié un second communiqué plus détaillé.Le champion d'Arabie saoudite a précisé que l'international algérien souffrait "d'une amygdalite accompagnée d'une forte fièvre" et qu'il avait même dû être hospitalisé. Malgré cela, les soupçons n'ont pas totalement disparu chez certains supporters, persuadés que le joueur gérait surtout son état physique avant le Mondial. Face à la polémique, Houssem Aouar a rapidement pris la parole pour défendre son implication avec Al-Ittihad.

« J'ai toujours essayé d'être présent pour ce club, dans les bons comme dans les moments difficiles. Lors du match contre Al Shabab, j'ai joué alors que j'étais malade et fiévreux, car je savais à quel point ce match et cette fin de saison étaient importants pour l'équipe. »

L'ancien joueur de Olympique Lyonnais a ensuite expliqué que son état de santé s'était aggravé après cette rencontre :

« Après le match, mon état s'est dégradé et j'ai dû être hospitalisé en raison de complications. Je suis maintenant malade depuis trois jours, sans entraînement, ce qui rend impossible pour moi d'être compétitif pour le match de demain. »

Aouar a enfin tenu à rappeler son attachement au club saoudien et à ses supporters : « Je n'ai jamais fui mes responsabilités. Ceux qui me connaissent savent l'amour, le respect et l'engagement que j'ai pour Al-Ittihad. »

Auteur de huit buts et trois passes décisives cette saison, l'ancien de l'OL a été très important pour le club basé à Djeddah. Lorsqu'il n'était pas blessé… En effet, cette polémique intervient dans un contexte particulier pour le joueur de 26 ans, qui avait dû manquer la CAN sur blessure. Rater ensuite la Coupe du monde de la FIFA 2026 aurait été un énorme coup dur.Revenu en sélection en mars dernier, il avait d'ailleurs marqué les esprits avec un but et une passe décisive lors du large succès des Fennecs contre le Guatemala (7-0).



MAHREZ EN MODE RÉCUPÉRATION AVANT LE MONDIAL

Riyad Mahrez n'a pas participé hier au dernier match de championnat d'Al-Ahli face à Al-Khaleej. Le capitaine de l'équipe nationale a quitté Djeddah plus tôt afin de bénéficier d'une courte période de repos avant de rejoindre la sélection algérienne pour le prochain rassemblement préparatif pour la Coupe du monde prévu à partir du 25 mai. Le dernier match officiel de Mahrez cette saison restera donc cette victoire 3-0 contre Al-Kholood, disputée le 16 mai dernier, où il avait joué 87 minutes avant de céder sa place. Une sortie discrète pour conclure un exercice où Al-Ahli terminera encore sur le podium sans décrocher le titre national, mais avec une deuxième Ligue des champions asiatique qui change considérablement la perception de la saison. Du côté du joueur, cette coupure n'a rien d'un simple congé. En coordination avec le staff de l'équipe nationale, un programme individuel précis lui a déjà été transmis. L'objectif est clair : récupérer physiquement sans casser le rythme, afin d'arriver au CTN avec un niveau de fraîcheur optimal pour entamer la préparation pour la phase finale de la Coupe du monde.

CAN-2026 U17

Les Verts face au défi tanzanien

Qualifiée pour les quarts de finale de la CAN U17 2026, l'Algérie poursuit son parcours avec un duel attendu face à la Tanzanie. Les jeunes Fennecs ont également validé leur billet pour la Coupe du Monde 2026, où ils évolueront dans le groupe J aux côtés des États-Unis, du Monténégro et du Chili.



Le sélectionneur Amine Ghimouz s'est félicité de ce parcours malgré une préparation compliquée, tout en soulignant l'importance de cette participation pour le développement du football algérien et de ses jeunes talents.

Désormais, place au défi tanzanien. Les protégés du sélectionneur national Amine Ghimouz, devront rapidement tourner la page de la phase de groupes et se remobiliser pour ce rendez-vous à élimination directe, avec l'ambition de poursuivre leur parcours et de se rapprocher du dernier carré. En cas de qualification, l'Algérie affrontera en demi-finale le vainqueur de l'autre quart de finale entre la Côte d'Ivoire et l'Egypte.

« C'est une belle opportunité pour ces jeunes de renouer avec la compétition internationale. Le football algérien a besoin de ces tournois pour élever le niveau de nos jeunes et de nos talents. Cette participation est importante pour le football algérien.

Nous avons su imposer notre présence à ce niveau pour décrocher notre qualification à la Coupe du Monde. À vrai dire, la compétition n'a pas été facile pour notre équipe, surtout compte tenu du peu de temps dont nous avons disposé pour nous préparer. Mais Al hamdoulilah, les éléments qui composent ce groupe nous ont permis d'atteindre ce niveau. Nous avons constaté que l'équipe a le potentiel pour hausser son niveau et améliorer son jeu de match en match.

Ce sera une seconde confrontation d'un autre calibre face à une équipe qui a terminé en tête de son groupe. Nous avons observé que les joueurs tanzaniens possèdent des qualités athlétiques et morphologiques puissantes. Nous allons devoir livrer des duels physiques intenses face à eux. D'un autre côté, nous possédons la maîtrise technique et les compétences nécessaires pour poser des problèmes à cette équipe et, Inchallah, l'emporter.

Notre présence aujourd'hui en Coupe du Monde est un acquis pour le football algérien. Nous espérons qu'à l'avenir, le football algérien sera présent dans ces instances internationales chaque année. C'est ce qui permettra de tirer vers le haut le niveau de notre football et de nos jeunes talents. »

LES VERTS MONDIALISTES APRÈS UN TIRAGE AU SORT !

La sélection algérienne des moins de 17 ans a hérité du groupe J au premier tour de la Coupe du monde des moins de 17 ans (U17) à l'issue du tirage au sort réalisé jeudi à Zurich . Les Verts prendront part à la Coupe du monde des moins de 17 ans pour la deuxième fois de leur histoire et après 17 ans d'absence. Les matches se dérouleront au Qatar, sur huit terrains au sein du complexe ultramoderne de l'Aspire Zone, à Al Rayyan (Doha).

Outre l'Algérie, le groupe J comprend également les Etats-Unis, le Chili et Monténégro. L'équipe algérienne sous la conduite du sélectionneur Amine Ghimouz, avait composté son billet pour les quarts de finale de la Coupe d'Afrique des nations CAN-2026, ainsi qu'au Mondial, à l'issue d'un tirage au sort avec le Ghana, après une égalité parfaite, au terme de la 3e et dernière journée du premier tour (Gr.D) disputée mercredi soir. Huit pays africains ont déjà composté leurs tickets pour le mondial 2026, les deux derniers restants seront connus à l'issue des matchs barrages prévus vendredi. Les 48 nations qualifiées au mondial ont été réparties en 12 groupes de quatre équipes. Les deux premières équipes de chaque groupe, ainsi que les huit meilleurs troisièmes, se qualifient pour les seizièmes de finale. A partir de ce stade, la compétition se dispute sous un format à élimination directe classique.

La Coupe du Monde U-17, dont l'édition 2026 sera la 21e de l'histoire de la compétition, se déroulera du 19 novembre au 13 décembre au Qatar, avec 48 équipes en lice pour le titre mondial. Le Portugal a remporté le trophée en 2025, année de mise en place de ce format élargi.

Ligue 2 : Accession historique pour Ain Temouchent

Le CR Témouchent a validé une accession historique en Ligue 1 Mobilis, s'imposant 1 but à 0 face à l'US Chaouia en finale des play-offs de Ligue 2 amateur au stade Hocine-Aït Ahmed de Tizi-Ouzou. Ce succès, scellé par l'attaquant vedette Ahmed Ghennam à la 77e minute, propulse pour la toute première fois le club de la wilaya d'Aïn Témouchent dans l'élite professionnelle moderne du football algérien, 65 ans après sa fondation en 1961. Le Président de la République a personnellement félicité la formation, qui rejoint la JS El Biar et l'US Biskra au sommet, tandis que le MC El Bayadh, l'ES Mostaganem et le Paradou AC font le chemin inverse. C'est dans le Stade Hocine Aït Ahmed de Tizi Ouzou que le destin du Chabab Riadhi Témouchent s'est joué. Disputée à huis clos sous la direction ferme de l'arbitre international Mustapha Ghorbal, la rencontre opposait deux blocs tactiques particulièrement frileux à l'idée de tout perdre sur un contre. Face à l'US Chaouia, équipe réputée pour sa rigueur athlétique, les Témouchentois ont dû faire preuve d'une patience d'orfèvre .Durant près de 75 minutes, le tableau d'affichage est resté figé. Les occasions nettes se comptaient sur les doigts d'une seule main.



Le milieu de terrain, véritable zone de combat, a vu les duels se multiplier. Les supporters, bien qu'absents des tribunes en raison du huis clos, retenaient leur souffle devant les écrans à travers toute l'Oranie. Le verrou a fini par sauter à la 77e minute de jeu. Sur une action qui semblait anodine, un centre en retrait appuyé est venu lober la vigilance de la défense chaouie. Le portier adverse, Sahnoune, coupable d'une mauvaise appréciation de la trajectoire, a relâché le cuir de manière totalement inattendue. Rôdant dans la surface tel un renard des surfaces, l'attaquant providentiel Ahmed Ghennam a surgi pour catapulter le ballon au fond des filets.Ce but, son 19e de la saison toutes compétitions confondues, a fait basculer le CRT dans une autre dimension. Bien que Sahnoune se soit racheté quelques minutes plus tard en privant Ghennam d'un doublé lors d'un face-à-face à la 87e minute, le mal était fait pour l'US Chaouia. Les dix dernières minutes de temps réglementaire ainsi que les arrêts de jeu furent un modèle de gestion défensive. Solidaires, compacts et portés par une rage de vaincre inébranlable, les Vert et Blanc ont tenu bon jusqu'au coup de sifflet final de Mustapha Ghorbal.

Le CR Temouchent club fondé en 1961 d'une fusion de plusieurs clubs de la ville, a participé au deux premières éditions du championnat national avant de passer la plus part de son histoire principalement en deuxième division.

Entrainé par l'ancien attaquant international Mustapha Djallit, le CRT réussi une accession historique pour une wilaya qui a donné plusieurs attaquants internationaux à l'image de Tedj Bensaoula, Hamid Merrakchi, Ali Meçabih, Arafat Mezouar ou encore Saïd Benrahma.

Le CRT remplacera en Ligue 1 un autre club de l'ouest du pays relégué pour sa part, il s'git de l'ES Mostaganem. L'euphorie de la fête va devoir rapidement laisser place au travail de planification. Entrer dans la cour des grands implique des exigences structurelles, financières et sportives d'un tout autre niveau.

PRÉVENTION DES FEUX DE FORÊT À TIZI-OUZOU

Un important dispositif déployé

Dans le cadre de la campagne de prévention des feux de forêt, prolongée jusqu'au 30 novembre, la wilaya de Tizi-Ouzou a renforcé son dispositif à travers une série de mesures réglementaires, des moyens de surveillance modernes et d'importantes capacités d'intervention mobilisées sur le terrain. C'est ce qu'a annoncé, mercredi la Conservation des forêts.



A cette occasion, Mohamed Skendraoui, chef de service de la protection de la faune et de la flore à la Conservation des forêts a précisé à l'APS, qu'il s'agit notamment de mesures réglementaires, organisationnelles et préventives, visant à prévenir le risque d'incendie, adaptées à la spécificité du territoire de la wilaya de Tizi-Ouzou et prenant en compte les effets du réchauffement climatique.

Au plan réglementaire, le responsable a cité, entre autres, le prolongement de la campagne de prévention et de lutte contre les incendies jusqu'au 30 novembre, au lieu du 31 octobre, comme cela se faisait ces deux dernières années, en raison du changement climatique.

Localement, neuf arrêtés ont été signés par le wali pour encadrer la campagne, réglementer le déroulement des opérations, interdire les incinérations de résidus agricoles et de déchets, et limiter l'accès à certaines zones forestières à fort risque d'incendie et connues pour leur vulnérabilité, a noté M. Skendraoui.

Pour ce qui est des infrastructures de prévention et de lutte contre les incendies, la wilaya dispose d'un réseau de 950 kilomètres de pistes forestières, renforcé par 1.207 kilomètres de voies d'accès aux périmètres ruraux, portant le réseau global praticable à plus de 2.157 kilomètres.

A ces infrastructures, s'ajoutent 66 points d'eau, 209 autres unités réalisées dans le cadre du programme de captage de sources et 20 bassins, réalisés dans le cadre du programme de développement rural, a-t-il dit.

Pour la lutte aérienne, il a indiqué que neuf grands points d'eau et bassins en géomembrane, spécifiques au ravitaillement des hélicoptères, ont été réalisés à travers le territoire de la wilaya.

En outre, un réseau de plus de 862 ha de tranchées pare-feu a été réalisé au même titre que des travaux de correction torrentielle sur plus de 5.000 m3.

La Conservation des forêts a aussi effectué des plantations d'opuntia ou figuier de barbarie (une plante coupe-feu) sur 9.000 m2 dans la commune d'Idjeur, au titre des mesures de prévention des incendies, a-t-il noté.

Le dispositif d'intervention précoce s'appuie, quant à lui, sur 10 postes de vigie, dont un situé à Aboud id dans la localité de Larbaa n'Ath Irathen, doté d'une technologie de pointe comprenant une caméra thermique et une station météo connectée et un système de télédétection. Deux drones de télédétection sont également déployés pour optimiser la surveillance territoriale, a précisé le responsable.

La force d'intervention de première urgence compte 21 brigades mobiles, composées de 11 camions citernes feux de forêts légers (CCFL) de 600 litres, dont deux appartenant au Parc national du Djurdjura (à Ouacifs et Tala Guilef), ainsi que de 10 camions CCFL de 800 litres formant la colonne mobile de la Conservation des forêts.

Un camion-citerne ravitailleur de 10.000 litres équipé d'une motopompe et deux camions plateaux pour la logistique, complètent ce parc.

En matière d'effectifs, M. Skendraoui a fait état de la mobilisation directement sur le terrain de 154 agents de la Conservation des forêts, épaulés par 82 ouvriers saisonniers contractuels, ainsi que par un effectif régulier de 110 ouvriers répartis sur 33 chantiers de récolte de liège ouverts durant la période estivale.

R. R.

TIZI OUZOU

Érection d'une stèle à l'effigie du Chahid Fernane Hanafi

UNE STÈLE à l'effigie du Chahid Fernane Hanafi, après son érection, a été inaugurée mercredi dernier à Larbaâ Nath Irathen, dans la wilaya de Tizi Ouzou, sa région natale. La cérémonie s'est déroulée sous l'égide des autorités locales, à savoir les cadres représentants de la daïra et de l'Assemblée populaire communale (APC), des membres de la famille des Moudjahidine et des enfants de Chouhada, ainsi que de nombreux citoyens.

Cet hommage rendu à l'un des illustres combattants de la guerre de Libération coïncide avec la commémoration de la 71e année de sa disparition. La mort de feu Fernane Hanafi est survenue effectivement le 20 mai 1955, à l'âge de 35 ans, au terme de plusieurs années d'engagement clandestin dans les rangs du FLN.

Né en 1920 à El Kantra, localité proche de Larbaâ Nath Irathen, Fernane Hanafi a intégré tôt les rangs du Parti du peuple algérien - Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques (PPA-MTLD), où il s'est imposé comme un cadre et un organisateur d'une compétence certaine.

Son parcours militant l'a conduit à collaborer étroitement avec des figures majeures du Mouvement national pour l'émancipation du peuple algérien, à l'image de Krim Belkacem, Amar Ouamrane et Abane Ramdane, avec lesquels il a entretenu des relations politiques étroites et permanentes avant le déclenchement de la lutte armée du 1er Novembre 1954.

Les recherches historiques mettent clairement en avant, notamment, son rôle stratégique d'agent de liaison. Dans un contexte de surveillance coloniale accrue, il assurait effectivement les communications et la coordination entre les maquis de Kabylie et les structures militantes en activité à Alger.

Par ailleurs, ses historiographes soulignent également son rôle actif au sein du PPA-MTLD durant la période de la crise identitaire de 1949, dite « crise berbériste ». Bien qu'il n'ait pas figuré parmi les théoriciens de ce courant, il est resté un cadre opérationnel du parti durant cette période de fortes tensions internes, avant de se consacrer pleinement à la préparation de la lutte armée.

Après le 1er novembre 1954, il poursuit ses missions clandestines entre la capitale et la Kabylie. Le 18 mai 1955, Fernane Hanafi est grièvement blessé lors d'un accrochage avec les forces soldatesques de l'ordre colonial au chemin Vauban, dans le quartier de Belcourt, à Alger. Évacué vers Chebli, il succombe à ses blessures deux jours plus tard, soit le 20 mai 1955.

L'érection de la stèle à son effigie à Larbaâ Nath Irathen vient inscrire, encore une fois, dans l'espace public, sa trajectoire de militant. En effet, déjà, l'EPH de Oued-Aïssi est baptisé depuis de longues années de son nom. Une rue d'Alger porte également son nom. En somme, l'Algérie reconnaît fort bien les grands mérites de ce combattant.

Saïd Tissegouine

MANŒUVRES DANGEREUSES DANS UN CORTÈGE À MÉDÉA

Quatre personnes arrêtées

INTERVENANT dans le cadre du maintien de la sécurité des personnes et de la sécurité routière, les services de sécurité de la daïra de Tablat à Médéa ont procédé à l'arrestation de quatre conducteurs de véhicules, auteurs de manœuvres dangereuses et ostentatoires sur la voie publique. Les mis en cause effectuaient des manœuvres au sein d'un cortège de mariage, une conduite qui mettait en danger les usagers de la route et violait les règles de sécurité routière, selon le communiqué de la sûreté de wilaya de Médéa.

L'opération d'arrestation a été déclenchée après la diffusion sur les réseaux sociaux d'une vidéo montrant des individus effectuant des manœuvres dangereuses sur la voie publique. Une enquête a été ouverte en coordination avec le parquet compétent et a permis d'identifier les suspects, de les arrêter et de prendre les mesures légales nécessaires à leur encontre.

Les suspects ont fait l'objet de mesures judiciaires pour mise en danger directe de la vie et de la sécurité physique d'autrui, par violation délibérée d'une obligation de précaution et de sécurité imposée par la loi ou la réglementation (manœuvres dangereuses sur la voie publique).

Les services de sécurité rappellent que de tels agissements constituent une infraction manifeste au code de la route et mettent en

Nabil B.

MEMC À ALGER

Laboratoire de la musique électronique en Méditerranée

**La Mediterranean Electronic Music Conference (MEMC) prend ses quartiers au Jardin d'Essai d'El Hamma à Alger, trois jours durant, rassemblant artistes et acteurs de l'industrie musicale traitant des enjeux de la scène électronique. Le troisième et dernier jour, qui culmine avec la cérémonie de clôture, se tient aujourd'hui. Entre panels, rencontres professionnelles et performances, l'événement se veut un espace propice à la promotion des échanges, de manière à favoriser la montée en puissance de cet écosystème musical en Méditerranée.*



Placée sous le patronage du ministère de la Culture et des Arts et organisée par Floodz Agency, en partenariat avec l'Union européenne (UE) en Algérie, la manifestation ambitionne, à en croire les indications diffusées par le comité d'organisation, de créer un espace structuré de réflexion, de réseautage et de partage d'expériences autour de l'industrie musicale, en priorité électronique, de sorte à dépasser la simple logique festivalière pour s'inscrire dans une réflexion plus large sur les industries musicales, la mobilité des artistes et les nouvelles techniques créatives, en réduisant les disparités structurelles qui freinent encore les acteurs du bassin méditerranéen concernés, avec un accent particulier sur l'Algérie. Cette conférence réunit ainsi les professionnels du secteur en lien avec les enjeux de la scène électro.

À cette occasion, l'ambassadeur de l'UE en Algérie, Diego Mellado Pascua, a déclaré, en préambule de cette manifestation : « Nous sommes une ambassade et nous représentons une institution diplomatique, mais avant toute chose, nous représentons ici l'Europe ». Par conséquent, « nous cherchons constamment à créer des liens et des connexions entre l'Europe et l'Algérie », a-t-il précisé.

« La Méditerranée est juste là, derrière nous. D'un côté, vous avez l'Algérie, et de l'autre, l'Europe, avec une scène de musique électronique très riche. Et tout cela nous rapproche énormément », a-t-il affirmé, avant d'ajouter : « Je trouve que vous avez pu le voir aujourd'hui, nous avons parlé de technologie, nous avons parlé de culture, et ce sont des domaines que nous avons en commun ». En effet, « je pense que nous allons tous nous y retrouver. Nous allons parler un langage commun, celui de la musique, et celui de la technologie. Et ce langage nous rassemble, il rassemble les Européens et les Algériens, sans aucun doute », a-t-il soutenu.

De ce point de vue, est mise en avant la vocation stratégique de la conférence, à savoir l'établissement d'un pont entre les différentes rives de la Méditerranée. Par le truchement de panels, de showcases et de rencontres professionnelles, l'événement se veut, insiste-t-on, un accélérateur culturel et économique, à l'heure où la région méditerranéenne, berceau de la civilisation, connaît une évolution notable des pratiques culturelles. Ainsi que l'indiquent les porteurs du projet, il existe un réel besoin de créer des espaces crédibles, en mesure d'accompagner ces transformations et d'anticiper les mutations futures de l'industrie musicale.

Au fait, Alger la Blanche a été choisie pour accueillir cette première édition en raison de sa position historique de carrefour culturel. La capitale algérienne s'impose, à l'évidence, comme un terrain propice aux échanges artistiques et aux expérimentations contemporaines. Le choix du Jardin d'Essai du Hamma n'est d'ailleurs pas anodin. Soit une manière de rappeler en substance que l'innovation artistique ne naît pas ex nihilo ; elle s'inscrit en droite ligne avec certains héritages culturels ancestraux.

ENTRE TRADITIONS REVISITÉES ET EFFERVESCENCE UNDERGROUND

Le premier panel de la conférence, intitulé « Préserver la tradition par l'innovation électronique », s'inscrit précisément dans cette logique de passerelle entre mémoire musicale et création contemporaine. Animé avec brio par le modérateur Karim Tedjani, ce panel a réuni plusieurs figures de la scène électronique, à l'image de Safy Boutella, Sofiane Saidi, Idriss D, Rslane et A.K.M (aka 3abdelkader), dans l'optique d'explorer de nouvelles formes de réinterprétation des patrimoines sonores nord-africains.

En cette circonstance particulière, le compositeur, arrangeur et musicien de jazz algérien Safy Boutella, considéré comme l'un des pionniers des fusions musicales modernes en Afrique du Nord, a soutenu avec aplomb que la musique traditionnelle était « bien ancrée et que c'était précisément pour cette raison qu'il fallait la titiller ». Il a ajouté qu'il « dialoguait couramment avec elle » et que, lorsqu'il l'écoutait, elle lui donnait envie de la sublimer tout en respectant son âme. Selon ses dires, « la musique traditionnelle devait être bousculée, sans aucune gêne ».

Les discussions ont été suivies d'une performance live de Sofiane Saidi. Un second panel, consacré à « La scène underground : image de marque et visibilité », a également rassemblé de nombreux intervenants issus des univers artistiques. Parmi eux figuraient, outre Idriss D et Rslane, Faël Raw, Hichem Salhi, Upsilon9ic, Walid Triki et Silvia DCS4. La journée s'est ensuite prolongée par un moment d'échange entre artistes et participants, préalablement au lancement des « MEMC Sessions », une série de performances DJ live programmées de 21h à 2h du matin, animées par Astro Deepak, Fnky et Mirololja.

Le programme de la journée d'hier s'est articulé autour de plusieurs temps forts. Le panel 03, consacré à la « Gestion de carrière musicale dans un contexte complexe », a réuni Baloo Chxxou, Fnky, Idriss D et Silvia DCS4. La programmation s'est poursuivie avec une performance live de Must Rousnam, avant de laisser place au panel 04, dédié au « Tourisme sonore : musique, villes et expériences de voyage ». Ce panel a réuni AMINE Ali Pacha, Baloo, Chakib L, Hichem Salhi, Rslane, Walid Triki de même que plusieurs professionnels de l'hospitalité. La journée s'est clôturée par un meet & greet organisé, avant de se prolonger en soirée avec les MEMC Sessions – DJ live, programmées de 21h00 à 02h00. Cette dernière séquence a notamment réuni Timo Maas, Idriss D et Rslane.

UNE DERNIÈRE JOURNÉE RICHE EN ACTIVITÉS

Au programme de la journée d'aujourd'hui, de 14h00 à 15h15, le panel 5, intitulé « Digital Pulse : le pouvoir de l'émotion en musique électronique », réunira Baloo HKM, Bad-ri Zouani, Safy Boutella de même que Timo Maas, autour de cette thématique. Il sera suivi d'une session de questions-réponses de 15h15 à 15h30, permettant d'approfondir les échanges entre intervenants et public. La programmation se poursuivra de 15h30 à 16h00 avec une performance live portée par Faël Raw et A.K.M.

De 16h30 à 18h00, une master class consacrée à la production musicale sera animée par Studio Lucena, offrant un espace d'apprentissage et de partage autour des techniques de création sonore. La journée se clôturera par la MEMC Closing Session, programmée de 18h00 à 21h00, réunissant Adel Picasso DJ, Bad-ri Zouani, Chxxou et Hichem Salhi, dans une séquence finale dédiée à la célébration et à la clôture de cette édition.

En conclusion, la MEMC tend à poser les jalons d'un réseau méditerranéen de coopération artistique et professionnelle autour de la musique électronique. En filigrane, la conférence met en lumière les transformations d'une scène musicale longtemps marginalisée dans plusieurs pays de la région, mais qui gagne, progressivement et avec force, en visibilité et en reconnaissance. Entre héritages locaux, modernité, technologies numériques et aspirations internationales, la musique électronique méditerranéenne cherche sa propre voie, à la croisée des influences et des territoires.

Khalil Aouir



www.jeune-independant.net
Fondé le 28 mars 1990
QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

Maison de la Presse
Tahar-Djaout
1, rue Bachir-Attar,
Place du 1er-Mai
16016 Alger

Tél. :
(020) 06.44.02
(070 25.19.19
Fax : (020) 06.38.26

Edité par la SARL Groupe Presse et Communication au capital de 9 764 000 DA
*****

Gérant
ALI MECHERI
Directeur de la publication
BOUDJEDRI TAHAR
(KAMEL MANSARI)
*****

IMPRESSION
SIMPRAL
******

PUBLICITÉ
Régie pub JI
Tél. : (021) 66.26.13
Fax : (021) 66.06.10
jeuneindependant@yahoo.fr
CONTACTEZ AUSSI
ANEP
« POUR VOTRE PUBLICITE S'ADRESSER A : L'Entreprise Nationale de communication, d'Edition et de Publicité » Agence ANEP 01, Avenue Pasteur Alger.

Téléphone : (020) 05.20.91
(020) 05.10.42
Fax: (020) 05.11.48
(020) 05.13.45
(020) 05.13.77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz
******

BUREAUX RÉGIONAUX

• Annaba
3, rue Ibn Khaldoun, Annaba
Mob. :
(0662) 18.41.81
Fax :
(038) 80.20.36

• Tizi Ouzou
6, rue Capitaine Si Abdallah
15 000
Tizi Ouzou
Tél. :
(026) 22.95.62
Fax : (026) 22.95.62

• Constantine
Maison de la persse Ahmed Taâkoucht,
Constantine
Tél-Fax :
(031) 66.32.64

• Bejaïa
Bejaïa : Centre Commercial SABRACHOU, Quartier Sghir
Bureau N° 10

N° Tél :
034-12-66-21
Email : ljibejaia@yahoo.fr

• TipasaB.P. 66-A
42 000 Tipasa
Tél. :
(024) 43.60.26

© 1990-2026

Jeune-Indépendant. Tous droits réservés. Reproduction partielle ou totale, par quelque procédé que ce soit, interdite sans autorisation expresse de la Direction.
Les documents remis, envoyés ou électroniquement transmis au journal ne sont pas retournés et ne peuvent faire l'objet d'aucune réclamation, sauf accord écrit préalable.

La biodiversité végétale du Kilimandjaro s'effondre: des jardins ancestraux peuvent-ils la sauver?

L'un des "points chauds" de la biodiversité mondiale est en danger. Entre 1911 et 2022, à cause des changements d'usage des terres, le nombre d'espèces végétales recensées sur les basses plaines du Kilimandjaro a chuté de 75 %. Des jardins traditionnels peuvent-ils inspirer un changement ?



Le Kilimandjaro cumule les records : il est à la fois le plus grand massif volcanique isolé du monde et la plus haute montagne d'Afrique. C'est également l'un des "points chauds" de la biodiversité à l'échelle mondiale. Avec sa ceinture de forêt, le géant tanzanien abrite en effet une faune variée, en particulier des mammifères, dont beaucoup d'espèces menacées (UNESCO).

On le sait moins, mais sa flore vaut également le détour.

Le lobélia géant Lobelia deckenii, à l'allure de cactus, l'immortelle Helichrysum kilimanjari ou encore le genévrier d'Afrique comptent ainsi parmi ses trésors végétaux. Mais certaines variétés n'ont pas résisté au développement de l'agriculture et à l'urbanisation.

Ainsi, sur les basses plaines (l'un des cinq biomes principaux qui composent le Kilimandjaro, avec la forêt de montagne, la lande d'altitude, le désert alpin et le sommet), le nombre d'espèces végétales recensées par kilomètre carré a chuté de 75 %, selon une étude dirigée par un scientifique de l'université de Bayreuth en Allemagne (A. Hemp, M. Miyazawa & P. Hurskainen, PLOS One, 2025).

Croissance démographique rapide

Approvisionnement en eau, en bois de chauffage et en plantes médicinales, protection des pentes contre l'érosion et les inondations, dimension spirituelle, régulation du climat…

Le Kilimandjaro offre une large gamme de services écosystémiques, c'est-à-dire de services contribuant directement ou indirectement au bien-être humain.

Or, la disparition des trois quarts des espèces végétales des basses plaines en un siècle, mise en évidence par ces nouveaux travaux, "a un impact profond sur d'autres groupes d'organismes, car les plantes jouent un rôle fondamental dans le fonctionnement des écosystèmes", explique le Dr Andreas Hemp, premier auteur de l'étude, dans un communiqué.

Son équipe a bien sûr examiné les causes possibles de ce déclin saisissant. "Notre étude a permis de démontrer que le changement d'affectation des sols, induit par une croissance démographique rapide, en était le principal facteur", résume-t-il. Le changement climatique, en revanche, ne semble avoir eu aucun impact significatif – pour l'instant, du moins.

Nulle part ailleurs on ne trouve une telle diversité de climats et de végétation sur une si petite superficie (…). Parallèlement, certaines régions rurales affichent des densités de population atteignant 1 500 habitants par kilomètre carré.

Ce contraste est également unique. –

Dr Andreas Hemp, université de BayreuthPour atténuer l'érosion de la biodiversité, les trois scientifiques proposent à la fois la création d'aires protégées et le recours à des systèmes agroforestiers "traditionnels et diversifiés". Parmi ces derniers, un exemple en particulier pourrait selon eux servir de modèle alternatif et vertueux : les jardins familiaux de l'ethnie Chagga.

Arbres forestiers, bananes, café…

Structurés "comme une forêt naturelle", ces jardins ancestraux font en réalité coexister des plantes cultivées et sauvages. Sous une canopée d'avocatiers, de manguiers et d'arbres forestiers, on cultive ainsi des bananes, du café, ainsi que des légumes ou des plantes médicinales au niveau du sol, décrit l'étude.

Cette organisation favorise un microclimat "propice à la biodiversité".Pour Andreas Hemp, ce modèle pourrait "être transposé à de nombreuses autres zones rurales tropicales afin d'améliorer le bien-être humain et écologique".

Une idée à creuser !

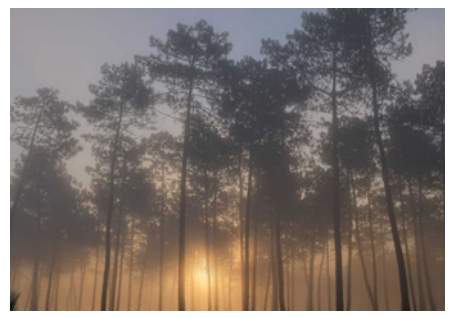
Dans la forêt des Landes, l'apparition du nématode du pin inquiète les sylviculteurs

LE NÉMATODE du pin, ver ravageur qui a déjà sévi au Portugal et en Espagne, a fait son apparition dans la forêt des Landes, l'une des plus vastes d'Europe, où la filière sylvicole redoute une prolifération "dévastatrice".

Le ministère de l'Agriculture a annoncé mardi qu'un foyer de nématode du pin, un ver microscopique, qui constitue "un sérieux danger" pour les conifères mais ne présente "aucun risque pour la santé humaine et animale", avait été détecté pour la première fois en France, à Seignosse (Landes).

"En terre landaise, on était très inquiets depuis quelques années et ce matin, je me suis dit : "et voilà"", déplore auprès de l'AFP Anne Guivarc'h, directrice générale de la Fédération des industries du bois de Nouvelle-Aquitaine.

Cet organisme classé "de quarantaine prioritaire" par la législation européenne constitue "une menace sanitaire majeure pour les massifs résineux de la région", indiquait au printemps une note de la Direction régionale de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt en Nouvelle-Aquitaine. Dans la filière, "notre crainte, c'est qu'on arrête tout", abonde Anne Guivarc'h, évoquant le protocole d'urgence qui prévoit une vaste zone tampon autour de la zone infestée. "Vous pouvez imaginer le nombre d'arbres..."



La lutte se met en place

Le massif des Landes de Gascogne, qui recouvre plus d'un million d'hectares dans les départements des Landes, de la Gironde et du Lot-et-Garonne, est composé à 75 % de pins maritimes, dont dépend l'essentiel de l'industrie sylvicole : une propagation du nématode serait "dévastatrice", selon la filière, "comme celle du scolyte sur l'épicéa dans le Grand Est".

Après avoir réuni les acteurs concernés, le préfet de la région Nouvelle-Aquitaine a interdit la circulation des bois et écorces des espèces de résineux sensibles, ainsi que tous travaux d'exploitation forestière, dans une zone de 20 kilomètres autour du foyer détecté, où ces arbres occupent une superficie de 36 000 hectares.

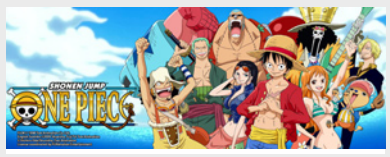
"Des opérations de prospections et de prélèvements sont en cours pour définir des mesures de lutte", précise la préfecture.

Des ravages dans les forêts du monde

Ce ver (Bursaphelenchus xylophilus), originaire d'Amérique du Nord, attaque de nombreux conifères, en particulier les pins, et se transmet par un insecte vecteur de type coléoptère. Sa prolifération bloque la circulation de la sève, conduisant à une mort rapide des arbres infestés.

Après avoir fait des dégâts au Japon, puis en Chine et en Corée, il fut détecté en 1999 au Portugal, où il aurait été introduit à travers un pavillon asiatique à l'Exposition universelle de Lisbonne, relate Marc Kleinhentz, ingénieur généticien à l'Institut national de recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement (INRAE).

La fin de « ONE PIECE » a été révélée par son créateur à un enfant souffrant du cancer !



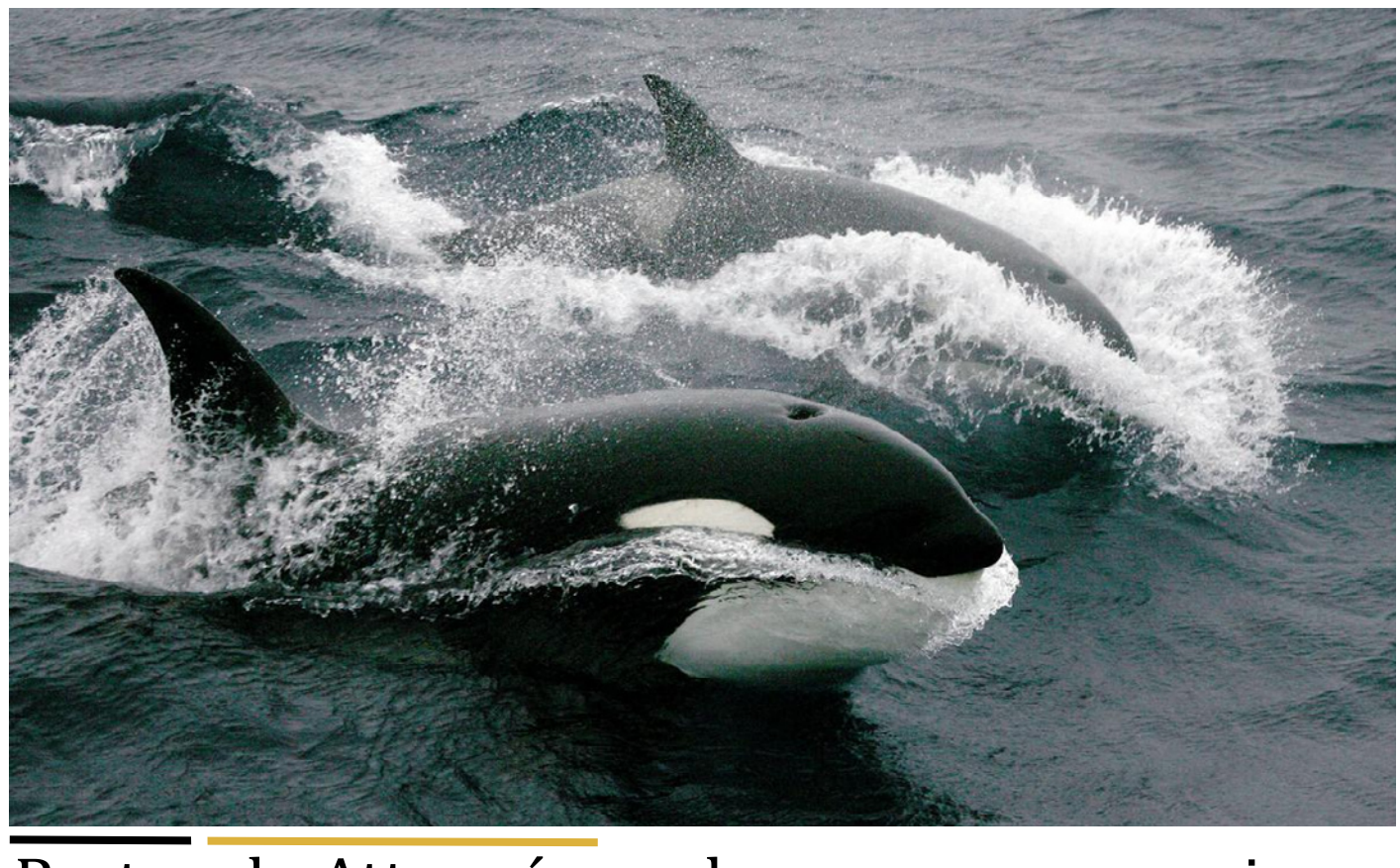
LA FONDATION Make-A-Wish a réalisé le rêve de Hinati Fujinami, un enfant japonais souffrant d'un cancer du poumon. Son rêve était de connaître comment son manga préféré « One Piece » se terminera. Le créateur de ce célèbre manga, Eiichiro Oda, a accepté l'invitation de la fondation pour révéler la fin de « One Piece » à l'enfant, il a demandé à parler à l'enfant seul afin que la fin du manga ne soit pas divulguée à la presse. A la fin de leur conversation l'enfant a juste dit « One Piece est vraiment beau », lui et Eiichiro Oda avaient tous les deux les larmes aux yeux.

Au 18ème siècle, une des attractions touristiques à Londres était un hôpital psychiatrique !



LE BETHLEM Royal Hospital est un hôpital psychiatrique fondé en 1247, c'est la première et la plus ancienne institution européenne à se spécialiser dans le traitement des maladies mentales, l'hôpital est encore en activité jusqu'à aujourd'hui.
Une partie de l'histoire de cette institution prodigieuse a été très étrange, en effet, dans les années 1700, l'hôpital a été considéré comme une attraction touristique.
Les touristes y allaient pour se divertir en regardant des fous.

J Indépendant LE SAVIEZ VOUS



Portugal : Attaqué par des orques, ce marin plonge dans la nuit noire pour ramener son radeau de survie

•Grosse frayeur•
Un voilier transportant une famille avec des enfants a été percuté par un groupe d'orques avant de couler au large du Portugal

Imaginez-vous plonger en mer, à plusieurs dizaines de kilomètres de la terre ferme. Imaginez maintenant le faire en pleine nuit. Et enfin, imaginez-vous devoir le faire quelques minutes après que votre bateau a été attaqué par des orques.
Cette folie, le Français Adrien Deparis l'a faite. Pas par acte de bravoure mais pour sauver sa famille, dont le voilier était en train de couler. Ce marin originaire de Mayenne a livré à nos confrères de Ouest-France le récit de cette nuit du vendredi 10 au samedi 11 octobre, quand son voilier a été attaqué par un groupe d'orques au large du Portugal.
Engagé dans une traversée de l'océan Atlantique, l'ancien entrepreneur avait embarqué ses trois filles de 8, 10 et 12 ans et sa compagne à bord de son voilier Ti'faré. Alors que la petite troupe profite du coucher de soleil au large des côtes du Portugal, un premier choc est ressenti au niveau du safran. Une orque vient de percuter leur bateau. Puis d'autres cétacés encerclent le bateau et viennent régulièrement le percuter. Une voie d'eau est découverte. « J'ai compris que le bateau allait couler », a expliqué Adrien Deparis à nos confrères. Les vidéos qu'il a tournées montrent d'ailleurs les cétacés rôdant autour de la coque.
L'ensemble de l'équipage avait enfilé son gilet et le radeau de sauvetage est préparé.
Le problème, c'est que l'embarcation va se décrocher et dériver à environ 70 mètres du voilier. Le capitaine n'a pas d'autre choix que de se jeter à l'eau. D'après Ouest-France, les orques sont parties depuis une trentaine de minutes quand le marin plonge dans les eaux sombres, en pleine nuit.

Des « interactions » toujours inexpliquées

Il ramène finalement l'embarcation de survie et embarque sa famille à bord. « Il ne fallait pas trop réfléchir », a-t-il témoigné. Les cinq rescapés seront finalement pris en charge par un navire de pêche avant d'être hélitreuillés par la Marine portugaise et de regagner la terre ferme.
Ces « attaques » d'orques sont récurrentes au large des côtes espagnoles et portugaises, sans que l'on ne puisse les expliquer. « On ne connaît toujours pas les véritables raisons de ces interactions.
On suppose qu'il pourrait s'agir plutôt de jeux ou d'un comportement de mode chez les orques », nous expliquait cet été Paula-Mendez Fernandez, ingénieure à l'observatoire Pelagis et spécialiste de la question. Démarrées en 2020, ces « interactions », comme les appellent les spécialistes, semblent diminuer.

Royaume-Uni : Pendant son opération, cette patiente atteinte de la maladie de Parkinson joue de la clarinette

CERVEAU• Grâce à une opération de stimulation cérébrale sous anesthésie locale, une retraitée britannique atteinte de la maladie Parkinson a pu jouer de sa clarinette en plein bloc opératoire

ENVIRON 12 millions de personnes dans le monde sont atteintes de la maladie de Parkinson. S'il n'existe pas de traitement pour guérir de cette maladie dégénérative qui altère progressivement la motricité, des thérapies efficaces pour réduire les symptômes sont possibles. Parmi elles, figure la stimulation cérébrale profonde, qui passe par une opération à crâne ouvert, explique Independent. Une femme de 65 a subi une de ces interventions au King's College Hospital de Londres (Royaume-Uni). Et la vidéo de la chirurgie a tout pour surprendre.
La patiente a en effet été filmée en train de jouer de la clarinette au beau milieu du bloc opératoire. Dans le détail, la stimulation cérébrale profonde consiste à placer des électrodes dans le cerveau afin d'y stimuler des zones précises. De cette façon, elles restent actives malgré la destruction des neurones à dopamine qui survient avec la maladie. Pour le patient, l'opération permet de « contrôler les



symptômes moteurs de la maladie de Parkinson, améliorant les tremblements, la raideur et la lenteur des mouvements », a détaillé Keyoumars Ashkan, le chirurgien de la sexagénaire.

Quatre heures d'intervention

Cette dernière, orthophoniste à la retraite, avait reçu le diagnostic de la maladie en 2014. Depuis, ses capacités à marcher, nager et danser s'étaient réduites. Le plus gênant pour la Britannique était toutefois de ne plus pouvoir jouer de la clarinette. C'est dans l'espoir de retrouver un peu de motricité qu'elle avait choisi le King's College Hospital pour y subir une opération de quatre heures sous anesthésie locale. La malade est ainsi restée consciente durant toute l'opération, ce qui a permis aux neurochirurgiens de savoir s'ils stimulaient les bonnes zones. Placées correctement, les électrodes ont immédiatement donné lieu à une amélioration des mouvements de sa main. Pour le confirmer, les médecins ont eu l'idée de lui apporter sa clarinette, avec laquelle la patiente a effectivement pu jouer quelques notes. « Nous avons été ravis de cette preuve immédiate et audible du succès de la procédure », a témoigné Keyoumars Ashkan.

« Triste » ou « cool » ? Cette appli crée des photos de vacances pour ceux qui ne peuvent pas partir

TRUQUAGE Une application disponible depuis début octobre génère depuis un simple selfie de fausses photos de vacances en utilisant l'intelligence artificielle et un outil créé par Google Endless Summer, une nouvelle application mobile lancée ce mois-ci, permet de générer des fausses photos de vacances grâce à l'intelligence artificielle. Elle a été imaginée par un employé du géant américain Meta et rencontre un vif succès, notamment auprès des utilisateurs de réseaux sociaux, indique BFM Tech & Co ce mardi. L'outil a séduit par sa simplicité d'utilisation.

Une idée qui divise

« Idée tellement cool », « banger », « félicitations », « j'adore », ont réagi les internautes. L'une d'entre elles a même assuré que les photos de ses fausses vacances étaient davantage réussies que celles de ses véritables voyages.







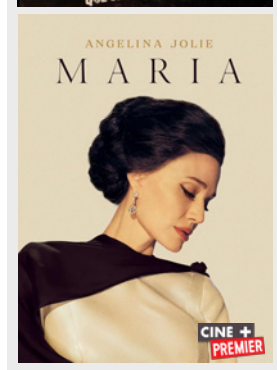






JEUNE INDEPENDANT









télévision

PROGRAMME DU JOUR

21h00 Divertissement - France 2026 — TF1
The Voice, la plus belle voix

21h00 Série policière - France 2020 — France 2
Capitaine Marleau

21h00 Série policière - Etats-Unis 2021 — M6
NCIS

21h00 Divertissement-humour - 2026 — CANAL+
Tapis rouge à Groland

21h25 Série humoristique — W9
France
La petite histoire de France

20h55 Film d'action — CINE+ FRISSON
Etats-Unis - 2009
Boulevard de la mort

21h05 Comédie — 6ter
France - 1997
Les randonneurs

21h00 Cinéma - France 2024 — CINE+ PREMIER
Maria

21h00 Formule 1 — CANAL+ SPORT
Formule 1 : Grand Prix du Canada

21h00 Drame Danemark - France - 2025 — CINE CINEMA
L'Inconnu de la Grande Arche

20h50 Comédie — CANAL+ family
Etats-Unis - 2008
Max la menace

21h15 Série policière — TMC
Etats-Unis - 2016
New York Unité Spéciale

21h00 la chaine ACTION



Cinéma (Etats-Unis - 2025)

Revenge Cops

Dans une petite ville sans histoires, un jeune shérif ambitieux et son adjoint désabusé se retrouvent plongés dans une enquête troublante après la découverte du corps d'une mystérieuse inconnue. Leur investigation révèle un enchevêtrement de corruption et de trafic sous l'emprise d'un redoutable cartel...

22h18

Film d'action (Etats-Unis - Grande-Bretagne - Allemagne - Canada 2015)

Hitman : Agent 47

Dans un monde où la technologie et le crime s'entrelacent, l'Agent 47 (Rupert Friend), un assassin génétiquement modifié, est l'aboutissement d'un programme secret mis en place par le Syndicat international. Ce tueur d'élite, dépourvu d'émotions, a été conçu pour éliminer des cibles avec une efficacité redoutable. Cependant, la situation prend un tournant lorsque Peter Litvenko, le scientifique responsable de sa création, disparaît après avoir été rongé par des remords.

HORAIRES DES PRIÈRES

	Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha
ANNABA	03:19	12:26	16:16	19:36	21:19
CONSTANTINE	03:26	12:30	16:20	19:39	21:21
ALGER	03:42	12:45	16:33	19:53	21:34
OUARGLA	03:52	12:35	16:16	19:34	21:07
CHLEF	03:48	12:51	16:41	20:00	21:41
MOSTAGANEM	03:55	12:56	16:45	20:04	21:45
ORAN	03:59	12:59	16:48	20:07	21:47

LE JEUNE
INDÉPENDANT

N° 8499 – SAMEDI 23 MAI 2026

www.jeune-independant.net direction@jeune-independant.net

Météo

	Maximales	Minimales
Alger	25°	15°
Oran	22°	17°
Constantine	27°	11°
Ouargla	34°	20°

FLOTTILLE POUR GAZA

Libérés, les huit Algériens amorcent leur retour vers Alger

Huit ressortissants algériens faisant partie des 430 membres de la flottille internationale Global Sumud destinée à briser le blocus de Gaza, en Palestine occupée, sont arrivés en Turquie jeudi, a appris le Jeune Indépendant auprès d'une source diplomatique algérienne à Istanbul. Pris en charge en premier par un collectif d'algériens établis en Turquie ensuite par le consulat général d'Algérie à Istanbul, les huit ressortissants s'apprêtent à regagner le territoire national après avoir été les témoins et victimes d'une opération militaire qui fait scandale.


Une opération militaire scandaleuse.

Dès leur arrivée à Istanbul, les huit citoyens algériens ont été conduits par des membres du consulat algériens dans un hôtel à proximité de l'aéroport international, a indiqué la même source qui a ajouté que les huit algériens ont immédiatement été soumis à des examens menés par des médecins légistes afin d'évaluer les blessures et les séquelles de maltraitance physiques consécutives à leur détention et à l'assaut militaire sioniste.

Ces rapports médicaux constitueront des pièces clés dans le cadre d'une action judiciaire collective, selon la même source qui précise qu'une plainte globale est en cours de préparation aux côtés des 430 autres membres de la flottille, tous victimes des violences, d'insultes et de l'interpellation par les soldats israéliens et plus précisément par l'ultra-raciste ministre de l'intérieur sioniste, Itamar Ben Gevir, en témoignent des vidéos largement diffusées sur les réseaux sociaux.

Ce rapatriement fait suite à l'annonce du ministre turc des Affaires étrangères, Hakan Fidan, qui avait affirmé qu'Ankara organiserait ce jeudi des «vols spéciaux» pour évacuer ses propres citoyens ainsi que les ressortissants de «pays tiers» détenus par l'occupant israélien.

L'expédition humanitaire a débuté le 14 mai 2026, lorsque la flottille «Global Sumud», composée d'une cinquantaine d'embarcations, a levé l'ancre depuis le sud-ouest de la Turquie. A son bord, 430 passagers de plusieurs nationalités — incluant des militants des droits de l'homme, des humanitaires, des professionnels de la santé et des journalistes — s'étaient donné pour mission d'acheminer une aide d'urgence (médicaments, denrées alimentaires, matériel de reconstruction) et de briser pacifiquement le blocus imposé à la bande de Gaza. Le voyage a basculé au début de la semaine suivante, le lundi 18 mai 2026. Alors que les navires civils naviguaient pacifiquement dans les eaux internationales au large de Chypre, ils ont été encerclés puis arraisonnés par d'imposants bâtiments de guerre de la marine israélienne, coupant court à leur progression dans une zone internationale.

L'onde de choc est devenue planétaire le mercredi 20 mai, avec la diffusion massive des images de l'assaut. Les vidéos montrant les conditions brutales de l'interpellation des militants, totalement désarmés, ont immédiatement suscité un tollé général et déclenché un véritable scandale diplomatique international, mettant les autorités sionistes sous le feu des critiques.

Face à la pression internationale grandissante, Israël a finalement cédé le jeudi 21 mai 2026 en procédant à la libération de l'ensemble des passagers. Ces derniers ont été redirigés vers la Turquie, point d'ancrage initial de l'expédition, d'où est désormais coordonné le rapatriement des militants vers leurs pays respectifs, à l'image des huit ressortissants algériens.

Ces expéditions maritimes, qui rassemblent des centaines de militants des droits de l'homme, des parlementaires, des journalistes et des professionnels de santé de dizaines de nationalités différentes, ont régulièrement été la cible d'interventions militaires brutales de la part de l'armée israélienne dans les eaux internationales, suscitant à chaque fois de vives condamnations à l'échelle mondiale. L'arrestation des passagers de cette dernière édition s'inscrit dans la continuité de cette politique de répression des initiatives de solidarité internationale. La flottille internationale pour Gaza est une initiative humanitaire et militante civile née de la coordination de plusieurs organisations non gouvernementales (ONG) internationales et comités de solidarité à travers le monde. La liste des huit militants algériens, dont les profils académiques et professionnels témoignent d'un engagement diversifié, comprend Mohamed Kheireddine Tayebi (24 ans), étudiant universitaire particulièrement investi dans la défense de la cause palestinienne, Anouar Walid Baza (25 ans), médecin interne en septième année de médecine, Abdelkader Ammour (40 ans), ingénieur en mécanique et père de deux enfants, Abdenacer Berouba (21 ans), étudiant en première année de master, Walid Hamza (32 ans), imam et prédicateur (imam khatib) et père de deux enfants, Mohamed Charaf Eddine Harkati (30 ans), professionnel du secteur technologique travaillant dans l'informatique et les réseaux, Chems Eddine Boukhari (34 ans), architecte agréé et père de deux enfants, ainsi que Fouzi Chikhi (51 ans), ingénieur en informatique actif dans le secteur de l'audiovisuel.

Cette liste, fournie par les autorités turques, est destinée à rassurer les familles et les proches des huit membres de la flottille.

Majda Khellaf

DGSI

Mounir Zahi nommé nouveau directeur

LE GÉNÉRAL d'armée Saïd Chanehriha, ministre Délégué auprès du ministre de la Défense nationale (MDN), Chef d'Etat-Major de l'ANP, a installé jeudi le général major Mounir Zahi à la tête de la Direction Générale de la Sécurité de l'intérieur (DGSI) en remplacement du Général-Major Abdelkader Ait-Ouarabi dit «Hassan». «Au nom du président de la République, Chef Suprême des Forces Armées, ministre de la Défense Nationale, et conformément au Décret présidentiel du 18 mai 2026, j'installe officiellement le Général-Major ZAHI Mounir, dans les fonctions de Directeur Général de la Sécurité Intérieure, en remplacement du Général-Major Ait Ouarabi Abdelkader», a affirmé le chef d'Etat major lors de la cérémonie d'installation. «Aussi, je vous ordonne de travailler sous son autorité, de suivre ses ordres et d'exécuter ses instructions, dans l'intérêt du service, en application des règlements militaires en vigueur et des lois de la République, et en faisant montre de fidélité aux sacrifices de nos vaillants Chouhada et aux valeurs de notre glorieuse Révolution», a-t-il lancé aux cadres de la DGSI.

Le général Ait Ouarabi a été nommé à la tête de la DGSI le 24 mai 2025 en remplacement de Abdelkader Haddad dit «Nacer el djen».

M. B.

GRANDE MOSQUÉE D'ALGER

Hommage au guide spirituel de la Fayda Tidjania du Sénégal

SOUS la supervision de Cheikh Mohamed Maâmoun El Kacimi El Hassini, Djamaâ El-Djazaïr a rendu hommage, avant-hier soir, au khalife général de la Fayda Tidjania au Sénégal, cheikh Mohamed El-Mahi Ibrahim Niass, lors d'une cérémonie organisée au centre culturel de l'édifice religieux. C'est ce qu'a indiqué, hier, un communiqué de la Grande Mosquée d'Alger.

Dans son allocution, le recteur de la mosquée, Cheikh El-Kacimi, a déclaré que «la distinction du khalife, un homme de savoir et de clairvoyance, conscient du rôle historique de l'Algérie au service de l'islam et de la langue arabe en Afrique, constitue également un hommage aux valeurs de fidélité spirituelle, à l'unité islamique ainsi qu'aux liens de foi qui unissent l'Algérie à sa profondeur africaine».

L'orateur a également expliqué que «les zaouïas savantes et les confréries soufies ont constitué l'un des principaux ponts par lesquels ont transité les valeurs tolérantes de l'islam», notamment la Tidjania, qui représente un important lien spirituel et culturel entre l'Algérie et les pays d'Afrique subsaharienne.

Dans une intervention lue en son nom par le rapporteur général du Conseil supérieur de l'Union islamique africaine (UIA), Abdallah Sidi Moulaye Fall, le cheikh Niass a exprimé sa profonde gratitude pour cette distinction organisée au sein de la Grande Mosquée d'Alger, qu'il a qualifiée de «monument qui honore tout musulman».

Il a également adressé ses remerciements à l'Algérie, à son peuple, à son président et à son gouvernement, saluant cette initiative comme un renouvellement du pacte de fraternité entre l'Algérie et la région du Sahel.

Le khalife a exprimé son admiration pour la Grande Mosquée d'Alger, la qualifiant de «véritable édifice civilisationnel», estimant qu'elle joue un rôle majeur dans «la diffusion des valeurs de modération, l'enracinement de la référence religieuse nationale et la promotion d'un islam du juste milieu».

La cérémonie s'est déroulée en présence de plusieurs personnalités officielles, notamment des conseillers à la présidence de la République, des membres du gouvernement, des responsables d'instances consultatives, ainsi que des ambassadeurs. Des cheikhs de zaouïas, des imams et des acteurs d'organisations nationales ont également pris part à l'événement, selon un communiqué de la Grande Mosquée d'Alger.

K. A.